

el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE : 2 F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 2 Mils

JANVIER 1979 - N° 2

CONTRE LA FERMETURE DES FRONTIERES, LES EXPULSIONS,

L'OPPRESSION POLICIERE ET RACISTE

Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !

Un des aspects particulièrement cynique et odieux de l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière est le refoulement des ouvriers immigrés vers leurs pays d'origine.

La bourgeoisie française, qui a arrêté l'immigration avec le début de la crise et transformé les prolétaires en célibataires forcés, a déjà tenté sans succès la fausse politique du "million" pour inciter au retour. Aujourd'hui, elle s'apprête à faire comme ses soeurs américaine, allemande et suisse, à réduire de façon brutale le nombre des travailleurs étrangers en ne renouvelant pas les cartes de séjour qui viennent à expiration, c'est-à-dire essentiellement celles des travailleurs maghrébins et africains.

L'anarchie capitaliste entraîne la concentration de l'économie : celle-ci se concentre nécessairement, à l'échelle de chaque pays, dans quelques régions privilégiées, en vidant les autres de leur substance ; il en est de même à l'échelle internationale, où une poignée de pays riches et impérialistes concentrent toutes les richesses en écumant les autres pays. Il s'ensuit qu'ils attirent à eux la main-d'oeuvre des autres pays, condamnés à la portion congrue, qui sont non seulement des pays anciennement colonisés, mais aussi des pays moins développés comme l'Espagne ou l'Italie ou le Portugal.

Les crises économiques périodiques, loin d'inverser ce flux, l'aggravent encore parce que ce sont les pays pauvres qui sont les premiers frappés (que l'on pense à la Tunisie ou à l'Egypte !). L'attraction économique vers les pays riches est donc dans ces périodes encore plus grande pour les masses déshéritées du monde entier. Et c'est à ce moment-là que les pays riches mettent en place les politiques de refoulement et d'expulsion des ouvriers étrangers.

C'est la raison pour laquelle cette politique de contrôle de l'immigration s'accompagne de persécutions policières sans nom, de la création d'un véritable état d'exception dans les quartiers peuplés d'ouvriers "étrangers" : contrôles, fouilles, intimidations policières, persécutions systématiques, pour le seul crime d'appartenance à une nationalité différente. Cet état d'infériorité sociale et politique dans laquelle est maintenue une partie de la classe ouvrière des pays d'immigration exacerbe le chauvinisme et les crimes racistes qui se nourrissent souvent de la tradition coloniale.

Cette politique, qui est pour Lénine "caractéristique de l'impérialisme", trouve l'appui des partis prétendument "ouvriers" et des bureaucraties syndicales qui vivent des miettes tombées des festins impérialistes et se prononcent tous sans exception pour le contrôle de l'immigration, et en période de crise, pour la réduction des flux migratoires. Ils n'appellent pas tous les ouvriers à la riposte

(suite page 3)

Le mythe de la "réinsertion"

(L'EXEMPLE DE L'ALGERIE)

A l'heure où la crise mondiale du capitalisme s'accompagne du refoulement massif dans leurs pays d'origine de milliers de prolétaires qui avaient été aspirés vers les pays plus développés, et en particulier les métropoles impérialistes, la thèse de la "réinsertion" montre bien ce qu'elle est : une vaste mystification avec laquelle toutes les bourgeoisies cherchent à berner les ouvriers et à leur faire prendre les conséquences catastrophiques du capitalisme pour un bienfait social.

L'Algérie nous fournit un exemple parfait pour démolir le mythe de la prétendue "réinsertion". En effet, le gouvernement algérien s'est fait le champion de cette thèse depuis 1975, en écho aux préoccupations de l'impérialisme français cherchant à limiter les flux d'entrées chez lui. Surtout, des organisations prétendument "ouvrières" accréditent cette idée de la "réinsertion", même si elles le font en déniant le projet gouvernemental.

Rappelons la sombre situation de l'Algérie du point de vue de l'emploi. En 1972, c'est-à-dire avant que ne survienne la crise de 1974-75 avec son cortège de licenciements et de retours des émigrés, on enregistrait déjà 1.250.000 chômeurs masculins et 2 millions de chômeurs féminins (moins de 100.000 femmes ayant un emploi). 200.000 personnes d'âge actif arrivent chaque année sur le marché du travail, l'exode rural est estimé à 100.000 personnes par an, 60% d'inactifs chez les jeunes ont entre 14 et 18 ans, et depuis 1972 l'Algérie crée un emploi pour... deux chômeurs supplémentaires !

Dans ces conditions, nul ne doit s'étonner du fait que le mouvement d'émigration, loin d'avoir été réduit par les "révolutions industrielle et agraire" tant vantées par les bourgeois algériens, se soit au contraire développé depuis l'indépendance. De 350.000 (dont 202.000 actifs) en

(suite page 5)

DANS CE NUMERO

EN LANGUE FRANCAISE

- Tour d'horizon international 2
- Foyers en lutte : malgré la répression et le sabotage, la lutte continue 4
- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés 5
- Le Maroc en proie à la crise 6
- Pour le parti ouvrier indépendant - 2. Le parti communiste est nécessairement international 8
- Tunisie : l'extrême gauche et la démocratie 15

EN LANGUE ARABE

- Tunisie, un an après le 26 janvier 78 : aucune démocratisation de l'Etat ne parviendra à combler la tranchée de classe 16
- Un tract de solidarité avec les masses libanaises et palestiniennes en lutte 7
- Notre solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie et au Maroc 7

Tour d'horizon international

Honneur à la classe ouvrière iranienne

Dans la formidable impuissance politique que démontrent la moyenne et la petite bourgeoisie dont l'expression parfaite est le républicanisme islamique brandi par les ayatollahs du chiisme contre le shah honni et l'impérialisme, une lueur d'espoir : la classe ouvrière.

Deux millions d'ouvriers d'industrie, un million dans la construction, un million d'ouvriers agricoles. Cette immense force potentielle encore jeune, et encore liée par mille fils à la campagne, n'a pas connu une révolution capable de différencier au feu de la lutte politique les intérêts de classe ; elle n'a pas non plus eu la chance d'avoir, comme le prolétariat russe du début du siècle, ses premiers pas guidés par son Parti. Elle est donc pour ces raisons encore politiquement à la traîne de classes petites bourgeoises. Mais elle n'en est pas moins la seule classe qui peut profiter du mouvement présent pour apprendre quelque chose.

D'ailleurs, dans la révolte actuelle préparée par une vague continue et opiniâtre de grèves depuis 1970, elle n'oublie pas, même si elle lutte contre le régime, ses intérêts spécifiques. Comme le remarque le Washington Post du 4/11/78 : "certaines revendications sont extraordinaires : paiement des repas ; paiement des transports pour se rendre au travail, réembauche des employés licenciés au cours des quinze derniers jours quel qu'en soit le motif" etc.

Quand sera enfin déchiré le voile noir du "démocratisme féodal" des mollahs, gageons que ces vaillants prolétaires iraniens sauront lever haut le drapeau rouge de l'émancipation ouvrière.

La guerre monétaire fait rage à l'Ouest

A tous les coins de la planète, les signes annonciateurs de conflits se multiplient. L'effondrement du dollar a fini par obliger la Maison Blanche à se précipiter à son secours. Ainsi, la période de "feinte négligence" grâce à laquelle l'industrie américaine avait essayé de regagner une compétitivité internationale après les premières dévaluations furieuses de Nixon, et qui a aggravé à la longue le déclin tendanciel de la puissance des Etats-Unis, tire à sa fin.

Dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Lénine cite le banquier Riesen, un "spécialiste" qui déjà en 1905 avait affirmé que "les premiers heurts politiques d'avant-garde (entre les Etats) ont lieu sur le terrain financier". Ce n'est pas pour rien.

Sans doute, les Américains parviennent-ils, grâce à leur exclusive domination politique et militaire, à pousser le yen à se réévaluer toujours plus, au point qu'un ensemble industriel aussi puissant que le Japon risque de s'en trouver bloqué. Mais la contrepartie est que partout le yen monte à l'assaut de la monnaie américaine qui devient une devise de moins en moins bien accueillie.

Surtout, en Europe, la convergence de Schmidt et de Giscard tend vers la formation d'un bloc financier, d'une alliance monétaire dont la signification objective apparaît à travers toutes les déclarations comme une attaque contre la dictature du dollar.

Ainsi, après la tentative de Giscard de mettre un bémol aux ambitions allemandes, de voir un système monétaire européen plus intégré, Schmidt a bien été obligé d'accepter le fait que Rome (tout comme Londres) reste dans l'expectative en attendant de voir qui, du FMI ou du SME (Système Monétaire Européen) lui apporterait les plus grands avantages et en conservant la maîtrise du taux de change de la lire. Carter-Schmidt : 1 à 0 ? Eh non ! Le même jour, Carter a dû prendre des mesures d'urgence pour arrêter la dégringolade du dollar : Carter-Schmidt 1 à 2.

Le fait est que l'impérialisme américain se débat dans une contradiction insoluble entre sa prédominance financière sur le monde et la perte de compétitivité de son potentiel industriel. Il s'ensuit dialectiquement que la dévaluation du dollar, qui tend à rendre son industrie concurrentielle et sa balance commerciale moins négative, contribue au déclin des USA, non seulement dans le domaine industriel (puisque un dollar plus bas peut amortir les conséquences de la plus faible productivité mais non la faire remonter) mais aussi dans le domaine financier.

Les impérialismes peuvent décliner - voyez l'Angleterre - mais pour en finir avec tous, il faut la révolution communiste !

Redéploiements stratégiques en Asie

Il n'y a pas que les équilibres économiques et financiers issus de la seconde guerre mondiale qui s'en vont en morceaux : les équilibres stratégiques ne sont pas mieux lotis. C'est surtout en Asie qu'ils en ont pris un coup avec l'accentuation des antagonismes russo-chinois et la défaite américaine en Indochine hier, et aujourd'hui avec le rapprochement entre le Vietnam et la Russie d'une part, le Japon et la Chine d'autre part. Le revirement pro-américain

(suite page 12)

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris

ABONNEMENTS

Les quatre numéros :

envois sous pli ouvert	12 FF
envois sous pli fermé	20 FF
abonnement de soutien	50 FF

REGLEMENTS

par chèque bancaire à l'ordre de F. Gambini

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

Supplément au "Prolétaire" n° 279

Responsable : F. Gambini
"EP", 232 rue de Charenton, 75012 Paris

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !

(suite de la page 1)

collective contre la bourgeoisie, mais réclament de l'Etat capitaliste qu'il protège l'emploi des "nationaux" en choisissant que le chômage tombe sur les "étrangers". Ce faisant, ils abandonnent ces derniers à la répression bourgeoise, trompent les premiers et trahissent les intérêts de tous.

Cette politique de *division des rangs ouvriers* et de collaboration ouverte avec l'impérialisme n'est pas seulement celle du PCF et des dirigeants CGT qui revendiquent haut et fort l'arrêt de l'immigration. Elle est aussi celle du PS et de la CFDT qui font semblant de réclamer des droits pour les ouvriers "étrangers", mais seulement ceux qui sont entrés "légalement", ce qui est la pire des hypocrisies puisque cela laisse la police faire la chasse aux "irréguliers". Or l'existence de ces "irréguliers" est absolument inévitable : qui peut en effet se trouver en situation régulière dans le dédale juridique existant, surtout avec la misère aux trousses qui pousse à passer les frontières interdites ? Pire, c'est au moment même où l'Etat met les prolétaires "étrangers" à la porte que tout ce beau monde "de gauche" se met à faire insidieusement campagne pour le "retour au pays", encourageant ainsi de fait la politique criminelle du capitalisme.

Il est clair que la nécessaire riposte à l'offensive capitaliste ne peut se faire qu'en soudant les rangs ouvriers "nationaux" et immigrés, ce qui suppose la lutte résolue contre le contrôle de l'immigration et tous ceux qui le soutiennent : non seulement la bourgeoisie mais les partis de gauche et les bureaucraties syndicales, ainsi que tous les courants soi-disant d'"extrême gauche" qui prétendent lutter contre le réformisme et le social-impérialisme, mais mènent dans les faits, une politique suiviste à son égard.

Dans sa campagne, l'impérialisme trouve l'appui complaisant des bourgeoisies "nationales", qui ne peuvent que se résigner au retour, mais craignent que la misère accrue et l'habitude de conditions de vie et de lutte différentes ne provoquent des explosions sociales : l'exemple de la Tunisie est à cet égard éloquent. Et le fait qu'elles puissent aller jusqu'à critiquer la politique française, comme le fait la bourgeoisie algérienne, n'est nullement une aide à la lutte ouvrière : elles ne critiquent que de leur point de vue, à savoir celui d'"exportateurs de main-d'œuvre" qui craignent de perdre les précieuses devises grâce auxquelles elles s'engraissent et de voir le chômage s'accroître. C'est pourquoi, d'un côté, elles accentuent la pression politique sur l'émigration, la main dans la main avec l'impérialisme, ainsi que sur la classe ouvrière "au pays", par exemple en militarisant les chômeurs sous prétexte de "service civil" ; de l'autre, elles lancent des campagnes mensongères sur la "réinsertion" et exaltent le sentiment national au nom des luttes passées contre l'impérialisme, pour tenter de paralyser les réactions ouvrières.

Ce faisant, elles complètent en direction des ouvriers des pays d'émigration la politique de répression et de *division de la classe ouvrière* que mènent les bourgeoisies impérialistes, avec lesquelles elles font front devant les dangers sociaux engendrés par la crise internationale.

La riposte à l'offensive impérialiste doit donc être menée en même temps contre toutes les bourgeoisies nationales. Mais il est évident qu'elle ne pourrait pas prendre son essor sans une lutte résolue contre toutes les divisions entretenues dans les rangs ouvriers par les courants bourgeois et petits-bourgeois. Ces derniers voudraient en effet faire de la riposte à la politique barbare de l'impérialisme une simple composante de la "lutte nationale", que ce soit dans le sens de la "lutte pour la nation arabe" ou dans celui d'un "changement démocratique au pays".

Quand ces courants se permettent de prendre leurs distances vis-à-vis des projets gouvernementaux de leurs bourgeoisies respectives, ils n'en adhèrent pas moins à leurs mensonges archi-bourgeois au nom d'une prétendue "véritable réinsertion". Peut-il y avoir en effet plus grande sottise que de prôner en pleine anarchie des intérêts nationaux, un "développement national" harmonieux, plus grand de stupidité que de prétendre contrer la pression grandissante économique, politique et militaire - de l'impérialisme par la revendication chimérique de l'indépendance

économique ? Le capitalisme lie toujours davantage les nations entre elles, et l'oppression des unes sur les autres ne peut disparaître qu'avec lui.

La politique des courants "nationaux-démocratiques" ne lie pas seulement dans les faits les ouvriers des différentes nationalités à leurs petites-bourgeoisies et à leurs bourgeoisies respectives, alors qu'il s'agit au contraire d'unir les rangs ouvriers. Si ces courants se permettent de dénoncer les partis de gauche français pour leur collaboration passée et présente avec l'impérialisme, ils n'en répandent pas moins les mêmes mythes sur la possibilité de l'"égalité des nations", de l'échange "équivalent", du développement séparé de chaque économie nationale, etc. Surtout, ils favorisent les méthodes stériles propres à la petite bourgeoisie, qui privent les prolétaires de leur force de classe et les soumettent par conséquent bon gré mal gré aux fausses directions "ouvrières", social-impérialistes et contre-révolutionnaires.

Dans sa lutte contre le capitalisme, la classe ouvrière est seule. Mais elle n'a pas à en être effrayée, au contraire. C'est elle qui produit toutes les richesses, c'est elle seule que le cours du capitalisme brasse, unifie, concentre, en la condamnant à la lutte et à l'organisation et en lui donnant la possibilité d'être une force immense et formidable, la seule capable de donner aux révoltes populaires et paysannes contre l'impérialisme une direction efficace.

La seule force qui peut détruire le capitalisme, c'est la classe ouvrière internationale, que la dure loi du capitalisme forge en détruisant dans ses migrations encore plus qu'ailleurs toutes les barrières nationales. Comme l'écrivait Lénine : "Seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressiste de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans luttes des classes sur son terrain" (Oeuvres, tome 26, page 170).

La riposte aux expulsions et aux refoulements, aux intimidations policières et aux crimes racistes, n'est pas un problème "national" à affronter aux côtés des classes avec lesquelles la classe ouvrière a lutté dans le passé contre le colonialisme. C'est un problème social qui intéresse le prolétariat de toutes les nations, qu'il faut affronter par la lutte de classe du prolétariat "sur le terrain du capitalisme".

C'est une lutte de l'avenir, une lutte qui doit regrouper, contre les effets féroces et inhumains du capitalisme, les forces de la classe ouvrière, pour les préparer demain à l'attaque contre la société bourgeoise dont les plus redoutables forteresses sont constituées par les grands Etats impérialistes.

C'est une lutte où tous les prolétaires ont leur rôle à jouer, ceux des grands pays impérialistes et ceux des pays dominés, entre lesquels les ouvriers immigrés sont un trait d'union vivant, pour aider à la constitution de l'armée internationale unique des prolétaires qui, sous la direction du parti communiste mondial reconstitué, pourra trouver de nouveau son élan pour l'assaut victorieux contre ce monde de misère et d'infamie.

"Tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux parti culiers, la grande industrie crée une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps. Ce ne sont pas seulement les rapports avec le capitaliste, c'est le travail lui-même qu'elle rend insupportable à l'ouvrier".

Marx-Engels, *L'idéologie allemande*.

40.000 RESIDENTS DES FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES EN FRANCE EN GREVE TOTALE DES LOYERS

Malgré la répression et le sabotage, la lutte continue !

(Un précédent article, intitulé "Des loyers exorbitants dans des foyers-prisons", paru dans le numéro précédent de ce bulletin, décrivait les conditions de logement et de vie barbares auxquelles sont soumis les travailleurs immigrés en France).

En avril 76, la police fait irruption dans les foyers: 18 délégués sont expulsés hors de France. Les résidents répondent par une manifestation de 15 000 personnes, français et immigrés, réclamant le retour des camarades expulsés en plus de la plate-forme de départ. La répression de l'Etat se poursuit: des saisies-arrests sur le salaire des grévistes sont prononcées mais, dans la plupart des cas, la mobilisation des résidents au moment des procès réussit à retenir le juge de les prononcer.

L'attitude brutale de la bourgeoisie montre bien que derrière la Sonacotra, il y a en réalité tout l'appareil d'Etat - gouvernement, police, justice, préfectures, municipalités ... - et tout le patronat solidaires. Devant la lutte des résidents de la Sonacotra, la bourgeoisie a réagi comme classe. C'est qu'au delà des intérêts économiques (le déficit de la Sonacotra, dans lequel la grève n'entre que pour 10%, est d'ailleurs épongé par le FAS), elle a senti que des principes vitaux étaient en jeu. Pour faire céder la Sonacotra, les résidents ont utilisé des armes qui sont les armes spécifiques des prolétaires, en s'unissant et en s'organisant sur le terrain d'une pression collective, par dessus les limites des races et des nationalités, en cherchant à étendre leur lutte à tous les foyers, en défendant son caractère unitaire et centralisé (le Comité de Coordination des Foyers Sonacotra est d'ailleurs devenu maintenant le Comité de Coordination des Foyers en Lutte), en sollicitant une solidarité extérieure, en combattant les manœuvres de l'opportunisme. La bourgeoisie a senti que ce centre de résistance ouvrière contenait un ferment pour une résistance de toute la classe à l'aggravation de ses conditions de vie et de lutte. C'est ce danger, en premier lieu, qu'elle a voulu prévenir. En réprimant les grévistes de la Sonacotra, la bourgeoisie visait, à travers eux, toute la classe.

Dans cette longue lutte, les résidents ont dû faire front non seulement à la répression brutale de la bourgeoisie (et aux menaces des Consultats des pays d'origine), mais aux manœuvres de division et au sabotage du PCF et de la CGT (la main dans la main avec l'Amicale des Algériens en

Europe). Ils n'ont cessé de dénoncer la direction de la lutte, accusée de gauchisme et d'aventurisme, comme le sont pour eux tous les noyaux ouvriers combattifs qui tentent de se placer sur le terrain de la lutte de classe. PCF et CGT ont calomnié, face à leurs camarades français, les ouvriers d'avant-garde du Comité de Coordination pour avoir lancé le mot d'ordre "irresponsable" de grève illimitée et totale des loyers, affirmant qu'ainsi il "aide dans sa tâche" le ministre Stoléru, qu'il "place les travailleurs sous les coups de la répression" et les "coupe de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière de France" en leur "retirant toute efficacité". Tout en prétendant soutenir la lutte, ils l'ont isolée et sabotée, et ont encouragé l'Etat à user de la répression. Jamais ils ne se sont associés aux manifestations de travail leurs appelées par la direction de la lutte.

En même temps, derrière le dos des résidents, les trois syndicats CGT, CFDT et FO engageaient des négociations globales avec la Sonacotra avec pour contenu essentiel de tenter d'étouffer la lutte - que la répression n'a pas réussi à briser - en l'enlisant dans les marécages de la collaboration des classes. Dans cet accord sont reconnues en effet la représentativité des comités de résidents et leur association, paritairement avec le directeur, à la gestion des foyers, mais il n'est pas dit un mot des revendications de la plate-forme des résidents ni du Comité de Coordination. Et c'est la CGT qui a suggéré au gouvernement la manœuvre de l'"Aide Personnalised au Logement" qui consiste à couvrir une augmentation massive de tous les loyers d'une sauce réformiste allouant une maigre indemnité compensatoire à 10 ou 20% des résidents, les plus mal payés, afin de les diviser entre eux au moment de l'augmentation.

Les résidents en lutte se sont aussi heurtés, dans les quelques Comités de Soutien qui se sont créés autour des foyers en grève, aux orientations politiques erronées et au peu de sérieux des groupes gauchistes qui, au lieu d'aider les travailleurs à se placer sur un terrain de classe, tendaient, d'une manière ou d'une autre, à les entraîner dans les impasses du suivisme ou de l'interclassisme, et à les en fermer dans les limites de la catégorie ou de l'immédiat.

Le déroulement même de la lutte a montré l'impuissance d'une première orientation: celle des groupes suivistes (comme la LCR et l'OCT) qui font reposer toute leur tactique - et leur stratégie - sur l'espoir d'un appui de l'opportunisme aux luttes ouvrières, espoir au nom duquel ils sont prêts à toutes les compromissions et doivent venir, un jour ou l'autre, à désertir la lutte.

L'autre obstacle qui a dû être surmonté, c'est celui de tous les groupes qui montraient des réticences à mettre l'accent sur l'appel à une nécessaire solidarité de classe des autres ouvriers: par anti-syndicalisme de principe (comme l'UCFML, qui confond l'appareil syndical et les ouvriers syndiqués), ou par interclassisme (comme la plupart des groupes ML qui voient dans la lutte des foyers celle d'une "composante du peuple", vision politique populiste qui les amène à orienter les ouvriers vers un appel indiscriminé au soutien de toutes les couches "populaires", et vers des méthodes démocratiques, non prolétariennes, tendant à stériliser le potentiel classiste de la lutte).

Il est d'ailleurs à noter que les deux orientations ne sont nullement contradictoires et que des groupes comme le PCml et le PCR se sont fait depuis l'été 78 les artisans dans les Soutiens de compromis sans principe visant à attirer au soutien des forces opportunistes (bureaucrates CFDT, sections PS, PC, etc...) en cédant sur la revendication du Comité de Coordination comme seul représentant de la lutte. Les partis de gauche et les bureaucraties syndicales peuvent bien alors faire semblant d'"aider": leur but est précisément de mettre le Comité à l'ombre.

Nos camarades qui travaillent dans les Comités de Soutien ont donc la tâche difficile de contrer ces manœuvres, de proposer les méthodes qui renforcent la lutte, sa cohésion, son organisation, son ouverture vers les ouvriers - et non vers les organisations réformistes et les démocrates -, vers les entreprises, et son caractère classiste.

COMMENT LA CFDT TROMPE LES TRAVAILLEURS

La manifestation du 18 novembre à Paris, organisée par le Comité de Coordination des Foyers en lutte, a rassemblé 20.000 travailleurs contre la répression qui frappe essentiellement les ouvriers immigrés. Au dernier moment, l'URP-CFDT a jugé bon d'appeler à cette manifestation; dans le tract qu'elle a diffusé, on pouvait lire: "si elle condamne la répression, les mesures arbitraires, la CFDT agit aussi pour que de véritables négociations aient lieu entre les pouvoirs publics, les organismes gestionnaires, les représentants des résidents et les organisations syndicales". Pas un mot du Comité de Coordination. Si la tactique change, la position de fond reste la même! Mais le plus "drôle" est le compte rendu de la manifestation publié dans l'organe de la CFDT, *Syndicalisme-Hebdo* du 23-11-78. Nous le reproduisons ci-dessous: il est tellement grotesque qu'il se passe de tout commentaire...

■ Samedi 18 novembre, l'Union régionale parisienne CFDT avait donné rendez-vous pour une manifestation de solidarité avec les travailleurs immigrés.

Le rassemblement, qui a eu lieu à Barbès, a réuni plusieurs centaines de personnes contre la politique gouvernementale. En effet: celle-ci est particulièrement répressive ces derniers mois vis-à-vis des

immigrés que l'on cherche à renvoyer chez eux. Les expulsions et la répression ont été dénoncées durant le meeting. Dans les premiers rangs on pouvait remarquer les grévistes de la Sonacotra qui ont mené depuis plusieurs mois une lutte active avec leur "comité de coordination" pour d'autres conditions de vie et de logement dans les foyers.

le mythe de la "réinsertion"

(suite de la page 1)

1962, le nombre des émigrés algériens est passé à 871.000 (dont 479.000 actifs) en 1975. Dans la wilaya de Tizi-Ouzou plus d'un actif potentiel sur trois est en France et un sur quatre au chômage en Algérie. Trois wilayas de l'Est fournissent à elles seules 60% des émigrés algériens (Tizi-Ouzou, Sétif, Constantine).

Mais l'importance de l'émigration ne s'arrête pas là. En effet, selon le séminaire national organisé sur l'émigration en août 1966 par le FLN, *trois millions de ruraux* vivent grâce aux ressources des émigrés. L'apport financier des ouvriers émigrés pour le secteur agricole arriéré est ainsi estimé comme étant trois fois supérieur aux dotations prévues annuellement pour ce secteur par le plan quadriennal. La misère des ouvriers immigrés aide la paysannerie pauvre à végéter et épargne du même coup à l'Etat le risque d'une explosion sociale dans le bled. L'émigration, qui constitue la deuxième source de devises après les hydrocarbures, contribue de la sorte au fonds de l'accumulation capitaliste en Algérie : cette contribution a atteint 34% de ce fonds durant le plan triennal 1967-69 et 16% durant le plan quadriennal (notons qu'en valeur, l'importance est restée la même). En 1973, on estimait les transferts totaux de devises effectués par les travailleurs algériens émigrés à 1.630 millions DA.

Dans la mesure où le projet de "réinsertion" des travailleurs émigrés est intimement lié au projet d'"absorption du chômage" en Algérie, nous rappellerons brièvement les grands exploits de la bourgeoisie algérienne en la matière. En effet, rien que pour stabiliser le nombre actuel de chômeurs masculins (2 millions), il faudrait créer plus de 100.000 emplois par an. Or dans toute la période allant de 1966 à 1972, il y a eu création de... 100.000 emplois ! Encore faut-il rappeler l'importance de la catégorie des ouvriers qualifiés et de celle des cadres dans l'ensemble des emplois nouvellement créés, alors que la masse des chômeurs se trouve justement sans aucune qualification. C'est ainsi que dans la totalité des 100.000 emplois créés entre 66 et 72, on compte 43.000 postes d'ouvriers qualifiés, 7.000 de techniciens et 5.000 de cadres supérieurs.

Rappelons par ailleurs que si le gouvernement algérien a arrêté l'émigration "légale" en direction de la France sous la pression de Paris, cela ne signifie nullement l'arrêt de toute émigration. Le mouvement d'émigration des ouvriers algériens vers la RDA est là pour en témoigner. Les termes du contrat sont révélateurs du degré de cynisme avec lequel les bourgeoisies importatrices et exportatrices de main-d'œuvre s'entendent sur le dos des prolétaires immigrés : les familles ne sont pas autorisées à émigrer ; la durée de séjour, fixée à 4 ans, n'est renouvelable que pour les éléments "satisfaisants" et, enfin, les autorités allemandes se réservent le "droit" de résilier le contrat de tout ouvrier algérien en cas d'"atteinte à la discipline

ne du travail socialiste et aux normes de la vie sociale".

Pour mieux saisir le sens véritable et la portée réelle de cet artifice qu'est la "réinsertion" des travailleurs émigrés, il nous faut revenir sur les préoccupations de la bourgeoisie algérienne. En effet, dans le cadre du deuxième plan quadriennal (1974-77), les besoins globaux en main-d'œuvre qualifiée étaient de 273.000 travailleurs. Les centres de formation professionnelle existant en Algérie ne pouvaient en fournir que 154.000, d'où un déficit de 119.000 travailleurs qualifiés. Les travailleurs immigrés qualifiés - dont le nombre est estimé entre 60.000 et 80.000 - constituent donc un "réservoir intéressant" pour la bourgeoisie algérienne.

On voit mieux, dans ces conditions, à quoi se réduit l'"objectif à court terme" du gouvernement algérien repris par l'Amicale des Algériens en Europe et visant, comme par hasard, la "réinsertion" de 60.000 travailleurs ! En trois ans, l'Etat algérien a assuré la "réinsertion" de 14.000 travailleurs, ce qui a constitué l'objet d'un grand matraquage idéologique de la part de l'Amicale. Cela fait en moyenne 5.000 travailleurs "réinsérés" par an. Il faudrait donc 12 ans pour atteindre l'"objectif à court terme" que s'est fixé la bourgeoisie algérienne, à savoir la "réinsertion" des 60.000 travailleurs émigrés qualifiés ! Et faut-il rappeler que nous avons fait abstraction des conséquences de la crise économique qui a déjà commencé à faire table rase de tous les calculs de nos "planificateurs" ? Notons également que même pour la catégorie des travailleurs qualifiés à laquelle s'adresse l'Etat algérien, rien n'est garanti par avance : par exemple, sur les 107 candidats pré-sélectionnés par la Sonacom et les 49 par la DNC/ANP, seuls 42 et 4 ont pu respectivement rejoindre finalement leur poste de travail. Ajoutons à cela le problème de logement auquel se heurteront certainement les travailleurs qualifiés qui auront la "chance" de trouver du travail.

Comment peut-on qualifier une politique qui prétend vouloir la "réinsertion" d'une émigration estimée à près d'un million de personnes et qui se donne pour "objectif réel" la "réinsertion" des seuls travailleurs qualifiés, alors que ceux-ci ne représentent que 9% du total des émigrés et que la plupart d'entre eux ne doivent leur "qualification" qu'à une "expérience d'usine" qui n'est de toute façon pas retenue par les sociétés nationales fonctionnant en Algérie ? Et encore faut-il tenir compte du fait que cette catégorie de travailleurs qualifiés est justement la moins intéressée au retour au pays pour la bonne raison qu'elle s'y verra désavantagée par rapport à la situation qui est la sienne en France.

Le slogan de la "réinsertion" n'est lancé en fin de compte que pour berner les prolétaires émigrés en cherchant à détourner leur colère vers un illusoire retour au pays et à présenter ce retour comme le remède le plus efficace à leur situation de surexploités, alors même que leurs frères restés au pays sont plongés dans une misère inouïe.

LES BASES D'UNE RIPOSTE DE CLASSE AUX EXPULSIONS DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La classe ouvrière ne peut résister à l'offensive des différentes bourgeoisies qu'en utilisant ses armes de classe et en s'unissant sur la base de ses intérêts communs. La condition de cette union réside dans la lutte pour surmonter toutes les divisions, et tout particulièrement les discriminations qui frappent une partie de ses membres. C'est pourquoi la nécessaire riposte se fixe comme but de promouvoir l'union la plus complète de la classe ouvrière de toutes les nationalités pour combattre l'offensive déclenchée par la bourgeoisie contre les prolétaires immigrés, et de lutter dans la perspective de l'abolition de toutes les discriminations entre les diverses catégories d'ouvriers et notamment de tout contrôle de l'immigration.

Une riposte de classe doit se fixer dans l'immédiat les revendications suivantes :

- Abrogation immédiate de toutes les mesures discriminatoires en matière d'entrée, de travail, de séjour, d'immigration familiale (notamment les circulaires Stoléru et décrets équivalents, présents et à venir), sans oublier celles qui

frappent les étudiants étrangers (circulaires Bonnet et autres) ;

- Renouvellement automatique des cartes de séjour ;
- Régularisation immédiate de tous les sans-papiers, sans exception ;
- Suppression de toutes les discriminations dans l'emploi (notamment les priorités à l'embauche au détriment des ouvriers étrangers), dans le logement et l'habitat (le numerus clausus), dans l'école, l'aide aux chômeurs, etc. ;
- Suppression de toute législation limitant les droits de réunion, de presse, d'organisation syndicale et politique pour les étrangers en France.

La riposte doit en même temps préparer par une propagande et action appropriées, et notamment par la grève, la riposte immédiate la plus large possible de la classe ouvrière à toute expulsion du territoire ainsi qu'aux crimes racistes et xénophobes et aux intimidations policières.

Le Maroc en proie à la crise

Nous avons rappelé à plusieurs reprises l'impact subversif que pouvait avoir la lutte courageuse des masses sahraouies dans toute la région de l'Afrique occidentale et surtout dans les pays directement engagés dans le conflit du Sahara occidental. La réalité économique et sociale dans laquelle se débat actuellement le Maroc illustre bien cette vérité.

Dans un discours daté du 5 juin dernier, le roi Hassan II lui-même a avoué que les difficultés de toutes sortes que lui fait subir la lutte des Sahraouis ne sont pas pour rien dans l'aggravation de la crise économique que connaît le Maroc. C'est pour cette raison que le journal bourgeois Les Echos du 11/10/78 pouvait écrire: "Facteur d'unité politique autour du souverain, le conflit saharien constitue en fait un danger permanent pour l'avenir politique et économique du pays".

En effet, le coût de la guerre menée au Sahara occidental, estimé actuellement à 1 milliard de dollars, c'est-à-dire 16% du budget global de l'Etat, ne peut qu'aggraver une situation générale marquée par les retombées de la crise internationale du capitalisme et plus particulièrement par la sécheresse effroyable qui vient de frapper les paysans pauvres. Rappelons que le président de la commission des finances, M. Benkirane, a reconnu que l'effort de guerre au Sahara absorbe 40% du budget d'équipement et de fonctionnement.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de l'ampleur qu'ont pris au Maroc les déficits budgétaires et l'endettement considérable qui ne font qu'accentuer la mainmise des impérialismes occidentaux et principalement de l'impérialisme français dans la région. En 1975, le budget accusait officiellement un déficit de 2 milliards DH, en 1976 il est passé à 4 milliards et en 77 à 6 milliards DH. En 1977, le déficit de la balance commerciale a atteint 8,5 milliards. Ni les 2,7 milliards de transferts de devises des émigrés, ni les recettes touristiques évaluées à 1,5 milliards n'ont pu le compenser. Le montant de la dette

extérieure a atteint cette année un chiffre record, surtout à l'égard de la France. De 393 millions DH en 1973, elle est passée à 1 700 millions DH en 1977. Rappelons qu'entre 1974 et 1977, les emprunts se sont multipliés par...15! Selon les différentes estimations, le service de la dette absorbe entre 16 et 20% des recettes à l'exportation du pays.

Avec un taux d'inflation qui varie de 10 à 15% selon les estimations, les conséquences sociales de cette situation désastreuse ne peuvent être que très lourdes pour les travailleurs: l'augmentation des prix est plus que jamais galopante, elle a dépassé les 4% durant le seul premier trimestre de cette année. Alors que les salaires sont bloqués, la hausse des prix atteindra à son rythme actuel 17% en fin d'année. Et encore faut-il rappeler que les masses marocaines devront s'attendre à une austérité plus grande dans les mois qui viennent puisque la réduction de 20% des importations et l'augmentation de 5% des exportations prévues par l'Etat ne feront en fin de compte que ramener le déficit du commerce extérieur à 6 ou 7 milliards!

La crise de l'agriculture connaît à son tour une accentuation inconnue jusque-là: la part des activités agricoles dans le PIB a régressé de 17,8% en 1969 à moins de 15% en 1977. Le processus de paupérisation qui accompagne nécessairement l'expropriation des petits fellahs est accéléré par le remembrement des exploitations auquel a abouti le projet de mise en valeur des terres. Rappelons que le Maroc est contraint d'importer 10 millions de quintaux de céréales et la tension qui existe au sujet des prix agricoles ne fait que rendre plus électrique un climat social déjà tendu à la campagne comme dans les villes. Comme on l'a rappelé dans notre numéro précédent, la viande, la farine, les tomates et les pommes de terres sont pratiquement introuvables.

Les répercussions de la crise internationale du capitalisme sur l'emploi au Maroc n'ont fait que rendre plus sombre le tableau social que nous avons esquissé. La crise du textile en Europe a fait que la CEE se protège par une limitation des importations de textiles, ce qui se traduit par une pluie de licenciements dans ces pays où le textile constitue un des principaux produits semi-finis d'exportation. Déjà, on enregistre au Maroc 550 000 chômeurs dans une population active estimée à 5 millions et encore faut-il compter qu'une bonne partie de ceux qui ont la "chance" de travailler n'arrivent pas à 150 heures mensuelles. Cela n'empêche, bien sûr, nullement que les capitalistes fassent travailler des enfants qui ont entre 7 et 12 ans dans les ateliers de fabrication de tapis. Pour donner quelques exemples, rappelons les licenciements massifs dont il a été fait état au début de cette année: 233 ouvriers licenciés à la société LIPOR, 318 à la société DIMATIT, tout le collectif de la société CAPOTO à la suite d'une grève revendicative, les deux tiers du collectif de la société nationale de construction industrielle, plus de 347 à la société nationale de textiles (on voit bien que les nationalisations ne sont nullement une garantie pour l'emploi!), plus de 300 à l'usine de sucre de Chenouf, etc...

Cette situation aura certainement des effets explosifs d'autant plus que ces derniers temps, la classe ouvrière a montré une combativité nouvelle dans ce pays en vue d'arracher la satisfaction de ses besoins immédiats. C'est ainsi que de mai 1977 à mai 1978 ont éclaté 8 grèves (dont 1 générale) dans le secteur agricole, 3 grèves dans les imprimeries, 5 grèves dans les transports, 6 grèves dans les travaux publics, 9 grèves (dont 3 illimitées) dans l'industrie chimique, 12 grèves (dont 2 illimitées) dans les textiles et le cuir, 15 grèves (dont 2 illimitées) dans les mines et les ports, 15 grèves (dont 5 illimitées) dans les industries alimentaires et enfin 16 grèves (dont 1 générale et 5 illimitées) dans les industries de transformation. Notons également que d'autres secteurs ont commencé à bouger: c'est ainsi qu'il y a eu 3 grèves dans les banques et les sociétés d'assurances. On a vu aussi s'étendre le phénomène des grèves de solidarité et des grèves sectorielles à l'échelle nationale (enseignement, transporteurs et conducteurs de bus, employés de l'office de commercialisation et d'exportation, etc.). Quand on sait que toutes les organisations qui contrôlent la classe ouvrière se sont alliées au régime à l'occasion du conflit du Sahara, on ne peut que se féliciter davantage du développement de ces luttes.

PROGRAMME COMMUNISTE N° 78

Revue théorique internationale du Parti

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste..... 1
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)..... 7
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII Trotsky - Boukharine..... 35
- Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière..... 53
- Parabole du trotskysme dégénéré - La IV Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion..... 78

LE PROLETAIRE N° 279

Journal bimensuel du Parti

- Internationalisme prolétarien contre esprit de clocher
- En Iran, révolution capitaliste à la cosaque (2)
- 40e Congrès de la CGT : Débattre mieux pour collaborer plus !
- Démocratie en marche en Amérique latine
- La campagne pour la sécurité continue...
- La grève des travailleurs des hôpitaux en Italie : Expériences et leçons d'une lutte exemplaire

اشقائونا في النضال الفلسطيني- اللبناني بحاجة ماسة لتضامننا الطبقي

اليسار اللبناني او منظمة التحرير الفلسطينية. وبالفعل كيف يمكن لنا ان ننق بالاحزاب التي تقدس " احترام مؤسسات الدولة اللبنانية " في حين ان هذه المؤسسات موجهة اساسا ضد الجماهير المستغلة اللبنانية- الفلسطينية ؟ كيف يمكن لنا اعتبار منظمة الامم المتحدة نصيرا للنضال بينما هي عبارة عن " كهف قطاع الطرق الامبرياليين " ؟ كيف يمكن زعم الدفاع عن الجماهير المستغلة والتواطؤ في الوقت ذاته مع قوات الامم المتحدة في جنوب لبنان وتصفية المقاتلين الابطال الذين ارادوا التصدي للقبعات الزرق الفرنسية ؟ لأن مهمة هؤلاء في لبنان هي " اعادة سيادة الدولة " . ان اعادة السيادة هذه تعنسي تجريد الفلسطينيين والجماهير المستغلة من سلاحهم . وما الجماهير بدون سلاح ؟ اليست جماهيرا مستعبدة ؟ وهل يمكن النضال ضد الصهيونية والامبريالية عندما تكون مجردين من السلاح امام حسيين وسركيس والاسد الذين يمثلون ضمانا النظام الامبريالي في الاردن وفي لبنان ؟

ان ما يحتاج اليه اخواننا الطبقيون في فلسطين ولبنان وفي المناطق الاخرى هو الحزب العمالي المستقل اي لحزب شيوعي حقيقي لا يتردد عن اعلان الحرب على النظام القائم بأكمله ولا عن قيادة الجماهير المستغلة في المدن والريف ضد علاقات الملكية السائدة ولا عن جعل النضال الحاضر خطوة في طريق التحرر من القبضة الرأسمالية عوضا عن حصره في افق قومي والبحث عن المساومة مع الامبريالية والطبقات السائدة في الشرق الاوسط .

ان العون الذي يحتاج اليه اخواننا في فلسطين ولبنان لا يمكن ان ياتي الا من الجماهير المستغلة والفقيرة في جميع البلدان وقبيل كل شيء من الطبقة العاملة . ان هذا العون يجب ان يتجاوز " التضامن العربي " الذي اصبح خدعة تستعملها الطبقات السائدة لكي تفرض بها احترام الدول القائمة . ان هذا العون يجب ان ياتي من المستغلات ومن البروليتاريين الذين ليس لديهم ما يفقدونه سوى قيودهم ، في النضال ضد النظام القائم الامبريالي العالمي . هذا النضال الذي يوحد جميع الجنسيات .

ان هذا العون لا يمكن ان ياتي في المتروبولات الامبريالية من الاحزاب الديموقراطية والعمالية المزعومة ، التي خانت النضالات المضادة للاستعمار وشاركت في قمعها سواء حينما كانت في الحكم او في المعارضة . انه لا يمكن ان ياتي ايضا من " الديموقراطيين التقدميين " الذين لا يعرفون سوى ذرف الدموع على البؤس والاضطهاد . انه لا يمكن ان ياتي الا من نهوض القوة الوحيدة التي يمكنها منح تضامننا الاخوي والنزلي للذين يقفون والسلاح بايد يدهم في وجه النظام القائم ذلك لأن عليها هي ايضا اجتياز هذا الطريق لكي تتحرر : هذه القوة هي الطبقة العاملة .

ان العون المتوجب علينا ازاء اخواننا في فلسطين ولبنان وفي اي مكان آخر يمثل في العودة الى النضال الطبقي الصريح ضد راسمالنا بعد الركود الطويل العائد الى الهزائم والخيانات السياسية التي اصابتنا .

ان هذه العودة الى النضال الطبقي المستقل تستطيع فك طرقي كمشاة الاضطهاد الامبريالي وان تخلق من جديد امل القضاء النهائي على الامبريالية والرأسمالية بفضل الثورة الشيوعية . لكنها ليست منفصلة عن النضال المستميت ضد جميع الاحزاب العمالية المشبوهة التي تنفخ بالمهادنة الاجتماعية واحترام الدولة الامبريالية والشيوعية التي هسي قيود تنقل كاهل الطبقة العاملة .

- عاش نضال الجماهير المضطهدة الفلسطينية اللبنانية
- تسقط الامبريالية والصهيونية والطبقات السائدة العربية
- تسقط الامبريالية الفرنسية . لتخرج القبعات الزرق من لبنان
- عاشت الاممية البروليتارية
- عاشت دكتاتورية البروليتاريا . عاشت الشيوعية .

وزّع رفاقنا المنشور التالي امام قاعة الميثيالي في شهر اكتوبر (تشرين اول) الماضي ، حيث اقامت منظمة التحرير الفلسطينية مهرجانا حول مقتل مثلها في باريس ، ندكر فيه بموقفنا من ضرورة التضامن الطبقي مع نضال الجماهير الفلسطينية- اللبنانية .

ان قضية العمال والجماهير المستغلة في فلسطين ولبنان وفي الشرق الاوسط عامة من جهة وقضية الطبقة العاملة المتواجدة في المراكز الامبريالية الكبرى من جهة اخرى قضيتان غير منفصلتان ، فاما ان ينتصرا معا ، والا فيسيقيان مثقلان بالقيود .

ان الدول الامبريالية الكبرى بما فيها الاتحاد السوفيتي هي التي اقامت الدولة الصهيونية من اجل تحطيم موجة التحرر الوطني العربي . انها هي التي تدعم الجلادين ضد نضالات الجماهير المستغلة والفقيرة . انها هي ايضا التي بنت الاجهزة العسكرية والبيروقراطية الكبرى لكي تواصل استعباد الجماهير المستغلة في البلدان المستعمرة وشبه المستعمرة . كل ذلك بمساندة الوجهاء (بونز) العماليين (الحزب الشيوعي الفرنسي والحزب الاشتراكي الفرنسي) .

على اي قوى يمكن لاخواننا الضمقيين في فلسطين ولبنان الاعتماد في نضالهم ضد النظام القائم ؟ انه لا يمكنهم بالتاكيد الاعتماد على تلك الدول الامبريالية . وحتى اذا كان من الممكن في بعض الاحيان استغلال نزاعاتها لكي نخدم مصالحنا ، فان ذلك يجب الا يتم سوى بشرط ان تبقى مستغلتين تماما ودون تعريض النضال للشلل او التحطيم من طرف هؤلاء الذين تنتظر منهم النجدة . فهدف كل هؤلاء هو الدفاع عن النظام القائم ، ولا " يساعد " كل منهم النضالات سوى بقدر ما سيمكّم ذلك من استعمالها كوسيلة مساومة مع اللصوص الامبرياليين الآخرين .

اما الدول العربية في الشرق الاوسط فقد فضلت جميعها مهادنة اسرائيل على خدمة القضية الفلسطينية او النضال من اجل " وحدة الوطن العربي " كما تزعم ذلك . ان هذا هو السبب الذي من اجله تلطخت ايدي حسين او الاسد بالدماء . وعند ما يندد الاسد بالسادات " كخائن " ويقمع الكثائب فلا يمكن اعتبار ذلك مساندة للجماهير المستغلة . فلنتذكر مجازر عمّان وكذلك الكرنطينا وتل الزعتر . اما العراق الذي يدعي اخذ المواقف " الثورية الصلبة " فليتذكر الجميع دور هؤلاء في مذابح ايلول (سبتمبر) في الاردن .

اخطر من ذلك ان اخواننا في النضال لا يمكنهم الاعتماد ايضا على المنظمات التي تزعم رسميا تشيل كفاحهم ، سواء كانت منظمات

ما يتميز به حزبنا

المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين ، والى تأسيس الاممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي ليطاليا (ليفورن 1921)

نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد " ضد الثورة المضادة الستالينية ، رفض الجبهات الشعبية وكنل المقاولات المهمة الصعبة الماثلة في ترميم المنهج والتنظيم الثوريين ، كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

الى القراء الساكنين في فرنسا ولكن على الخصوص الساكنين في بلدان المغرب ، حيث يصعب نشر المعلومات ، زودونا بالاخبار حول حياة ونضال طبقتنا ! كونوا مراسلي هذه النشرة !

Pour le parti ouvrier indépendant

2. le parti communiste est nécessairement international

Nous aurions pu nous contenter de démontrer que le marxisme est né d'un bloc comme théorie de l'émancipation prolétarienne et en donnant son programme et ses principes pour en conclure qu'il est une théorie valable pour toutes les aires géographiques.

Il nous semble cependant utile de répondre à l'objection selon laquelle le marxisme serait le produit du capitalisme développé - l'Angleterre était en 1848 un pays parfaitement développé - et ne pourrait en conséquence s'appliquer aux aires de capitalisme retardataire et dominé.

Nous pourrions facilement rétorquer que la perspective de la révolution double que donna Marx pour l'Allemagne en 1848 était justement celle qui liait entre elles les zones alors sous-développées de l'Europe centrale à la zone économiquement avancée de l'Angleterre et à celle politiquement avancée de la France, et que la théorie du marxisme a précisément surgi de cette Allemagne encore arriérée et féodale.

Nous pourrions également faire remarquer que cette perspective de la double révolution est précisément celle qui fut en partie réalisée dans les années 1917-23 avec la prise du pouvoir par le parti communiste dans le pays le plus barbare d'Europe, démontrant ainsi pour paraphraser une formule célèbre de la gauche communiste d'Italie que *le marxisme est une plante de tous les climats*. C'est même dans le pays le plus asiatique d'Europe et le plus soumis au talon dévastateur du despotisme bureaucratique que fut assimilée avec le plus d'avidité, d'enthousiasme et de profondeur la théorie marxiste, oubliée ou dénaturée par les grands partis ouvriers de l'Europe démocratique et civilisée de la "belle époque", celle de l'impérialisme naissant.

Cependant nous savons que ces arguments sont aujourd'hui insuffisants pour endiguer le flot des insanités et des perversions servies par les maquereaux moscovites, pékinois ou européens de la théorie communiste. Ces tristes fonctionnaires du mensonge ont eu besoin d'inventer le "marxisme-léninisme" et la "pensée-maotsétoung", comme si le marxisme était trop "européen" et avait besoin d'adaptations géographiques. Il était d'ailleurs si peu "européen" que les partis prétendument communistes d'Europe ont dû inventer le terme d'"eurocommunisme" pour faire passer leur camelote réformiste, légaliste, chauvine et impérialiste.

En réalité il s'agit de théories entièrement étrangères au marxisme mais qui utilisent son drapeau pour cacher l'abandon des principes et la limitation à un horizon national bourgeois des formidables révolutions qui, par la Russie, ont secoué l'Asie et ensuite tous les continents soumis au joug de l'impérialisme. C'est ainsi que la perspective de la révolution double élaborée pour l'Allemagne en 1848, mais valable pour lier en une stratégie internationale unique le mouvement immédiat bourgeois des pays en retard et le mouvement purement prolétarien des pays avancés, a été transformée en "révolution par étapes" de texture purement menchévique par le stalinisme et en prétendue "révolution ininterrompue et par étapes" mais tout aussi limitée à son cadre national par le maoïsme.

Encore une fois, retournons aux classiques

Le marxisme révolutionnaire a toujours mis en relief la nature internationale de la doctrine communiste, jaillie d'emblée comme *théorie mondiale*, même si, à sa naissance, la force qui pouvait s'en saisir comme d'un drapeau et d'une arme de lutte n'existait que dans l'Europe industrielle. Et cette conception n'est nullement une généralisation ou une extension du marxisme, mais bien sa *conception originelle*, affirmée avec *Le Manifeste* de 1848 qui l'asseyait de plus sur des arguments absolument irréfutables.

Marx et Engels ont ainsi consacré une large place à rappeler, dans un saisissant raccourci de quatre siècles d'histoire, que le capitalisme ne pouvait se concevoir qu'à partir de la réalisation de certaines conditions économiques qui étaient non pas locales mais bien mondiales. Ils rappellent dans *Le Manifeste* que les grandes découvertes, la liaison de toutes les parties du monde entre elles et l'extension de la demande qu'elles permirent, obligèrent à dépasser la vieille forme productive de l'industrie artisanale dans les corporations par la manufacture, puis par la grande industrie. Les théoriciens du "socialisme dans un seul pays" étaient ainsi complètement disqualifiés avant de naître : il n'y a même jamais eu, ne disons pas de socialisme, mais même de capitalisme dans un seul pays !

Nous ne pouvons résister au plaisir de citer le passage suivant :

"Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a ôté à l'industrie sa base nationale. Les anciennes industries nationales ont été détruites, et le sont encore tous les jours.

Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'adoption devient, pour toutes les nations civilisées, une question de vie ou de mort ; ces industries n'emploient plus de matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines et dont les produits se consomment non seulement dans les pays mêmes, mais dans toutes les parties du monde. A la place des anciens besoins satisfaits par les produits nationaux naissent des besoins nouveaux qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement et de l'autarcie locale et nationale, se développe un commerce généralisé, une interdépendance généralisée des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les oeuvres intellectuelles d'une nation deviennent un bien commun. Le particularisme et la frontière nationale deviennent de plus en plus impossibles ; de la multiplicité des

(1) Les citations du *Manifeste* sont extraites de l'édition publiée par l'UCE, collection 10/18.

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

littératures nationales et locales, naît une littérature mondiale". Ces lignes qui ont 130 ans sont toujours jeunes !

Le marxisme ne fait que tirer les conclusions de cette évolution irréversible et révolutionnaire en s'affirmant d'emblée comme *théorie internationale*. Il ne conçoit le communisme que comme celui de *l'espèce humaine toute entière*, le capital, le profit, le salaire et les lois du marché ne pouvant être supprimés qu'à l'échelle internationale. Deux guerres mondiales déjà subies et une troisième en préparation ne sont-elles pas là pour démontrer l'impossibilité pour la société de continuer à supporter le joug du capitalisme et de la division en nations sans les pires catastrophes ? *"Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées"*, lit-on dans *Le Manifeste*.

Mais revenons aux conditions de naissance du capitalisme qui sont mondiales pour une autre raison : la concentration des moyens de production dans la manufacture supposait une "accumulation" de capitaux à laquelle contribua puissamment le drainage de toutes les richesses du monde soumis au pillage de l'Europe civilisée.

"La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclaves, leur enfouissement dans les mines et leur extermination, les commencements de conquête ou de pillage aux Indes Orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de gare commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore" (2), stigmatise Marx dans *Le Capital*. Dès le début, en effet, le capitalisme est inconcevable sans les pillages des richesses du monde entier.

De plus, la supériorité du mode de production capitaliste qui l'emporte sur tous les autres par le simple jeu spontané des lois économiques, pourvu cependant que les richesses circulent sur le marché, entraîne que l'extension du marché mondial et la centralisation des richesses du monde se firent à l'image exclusive du capitalisme blanc, et eut pour contrepartie la domination des autres peuples.

Voici encore un passage du *Manifeste* :

"Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits reste la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine, et contraint à capituler les barbares les plus opiniâtement hostiles aux étrangers. Elle force toutes les nations à adopter le style de production de la bourgeoisie - même si elles ne veulent pas y venir ; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation - c'est-à-dire à devenir bourgeois. En un mot, elle forme un monde à son image."

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités, elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes et par là, elle a arraché une importante partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident".

Le fait que le mode de production proprement dit, l'industrie moderne, ne se soit développée qu'en Angleterre puis en Europe continentale provient du fait que c'est seulement dans cette aire que préexistaient les conditions sociales de passage à l'industrie moderne : non seulement la concentration de capitaux, mais l'autre terme de l'échange, le travail libre, produit de la décomposition des rapports féodaux et de l'agglomération d'un prolétariat sans feu ni lieu dans les villes. Si le capital est donc né en Europe, c'

est donc grâce à la sueur et au sang des peuples du monde entier.

Les démocrates réactionnaires qui tentent de discréditer la portée internationale du marxisme prétendent que l'apologie que font Marx et Engels de la bourgeoisie dans *Le Manifeste* inclut une complicité avec les crimes colonialistes et impérialistes commis par la bourgeoisie européenne et dériverait d'une vision euro-péocentriste, d'une sorte de "messianisme européen". Naturellement, ils s'appuient pour avancer cette thèse sur un fait matériel et historique absolument indiscutable qui est la trahison des mouvements d'émancipation nationale et sociale et la défense de l'impérialisme d'abord par la vague de l'opportunisme social-démocrate puis par celle de l'opportunisme stalinien. Les conséquences catastrophiques de cette trahison ont été de creuser un fossé profond non seulement entre le prolétariat des métropoles blanches et les masses exploitées des continents de couleur, mais encore au sein de la classe ouvrière des différents pays, en atomisant la classe au point d'en faire une simple masse de manœuvre pour le capital. Nous avons la certitude que la marche du capitalisme elle-même crée les conditions objectives d'une reprise générale de la lutte de classe pour laquelle combat avec entêtement notre parti, bien que nous sachions aussi que c'est en bonne partie du retour de la classe ouvrière des pays impérialistes à la lutte ouverte contre les grands Etats exploiters et oppresseurs de la planète entière que dépend la possibilité pour le marxisme d'être véritablement reconnu comme la théorie du prolétariat international.

En effet, la trahison des partis social-démocrates, puis du stalinisme n'est pas contenue dans le marxisme, telle un ver dans le fruit.

Revenons en effet au *Manifeste*. Le communisme qui a salué le fait que le capitalisme "a arraché une importante partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs" combat bien en même temps la misère de son entassement dans des faubourgs sordides et "la soumission de la campagne à la ville". Son but est précisément la suppression de la division entre la ville et la campagne !

De la même manière, quand le communisme salue comme révolutionnaire le fait que le capitalisme "bat en brèche toutes les murailles de Chine", lie entre elles toutes les parties du monde et fait pénétrer partout les rapports modernes de production, il condamne en même temps "la subordination des peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident". Et il se fixe comme programme la société de l'espèce entière, ce qui signifie la suppression du fossé entre pays "civilisés" et pays "barbares", et avec elle seulement la fin des bases économiques de l'oppression nationale : "Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation".

La clé de l'attitude profondément dialectique et subversive du marxisme, même si elle restera toujours hermétique pour l'esprit du petit bourgeois réactionnaire est la suivante : le capitalisme est historiquement progressiste par rapport aux modes de production antérieurs même si c'est au prix de misères et de souffrances inouïes qu'il fraye sa voie. C'est son développement qui fournit les bases économiques du communisme mais aussi l'artisan de sa destruction violente : le prolétariat. Et précisément ce dernier se forge comme classe dans la lutte contre les conséquences catastrophiques du capitalisme, contre sa misère, son oppression et sa barbarie ; il se rend capable, dans cette lutte, de combattre aussi la cause de ses maux, le capitalisme lui-même en utilisant la force que ce dernier lui donne bien malgré lui et le terrain créé par lui, pour libérer l'humanité entière de toute exploitation

(suite page 10)

(2) Les citations du *Capital* sont tirées du Livre I, Chapitre XXXI, "Genèse du capital industriel", traduction de J. Roy.

(suite de la page 9)

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

économique et de toute oppression sociale et politique.

L'"apologie" du capitalisme que contient le marxisme n'est donc que l'hommage rendu à l'ennemi contre lequel il appelle ardemment à un combat à mort.

Il n'y a absolument rien de moral dans la dénonciation que fait dès le début le marxisme des misères de la classe ouvrière mais également de celle des peuples asservis quand on lit dans *Le Capital* "Dans le même temps que l'industrie cotonnière introduisait en Angleterre le servage des enfants, aux Etats-Unis, elle transformait le traitement plus ou moins patriarcal des noirs en un système d'exploitation mercantile. En somme il fallait pour piédestaler à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe l'esclavage sans phrase dans le nouveau monde".

Cela suffirait pour en finir avec la prétention affichée par les inventeurs de voies nouvelles vers le communisme spécifique pour le "Tiers Monde". Dès le début, le marxisme intègre de façon unitaire à sa vision révolutionnaire aussi bien la révolte des prolétaires des métropoles blanches que celle des masses non prolétariennes enchaînées jusqu'à la fin du capitalisme au même maître, quelle que soit la modification de leur nature, au fur et à mesure que la domination du capitalisme fait pénétrer le marché et transforme l'esclave colonial en semi-prolétaire ou finalement en prolétaire moderne, à une vitesse qui varie selon les grandes aires géographiques.

De même, les démocrates petits-bourgeois qui vomissent le communisme cachent soigneusement aux prolétaires que la grande révolte qui secoua la Chine à l'occasion des criminelles guerres de l'opium où l'Occident "civilisé" eut l'occasion de prouver la profondeur de sa barbarie fut saluée en 1850 par Marx et Engels comme le véritable résultat révolutionnaire de la pénétration européenne. Ceux-ci attendaient même de la victoire de la révolution moderne en Chine le réveil du prolétariat européen de sa défaite dans les années 1848-49, de la même manière que notre parti attendait avec anxiété pendant ces trente dernières années d'odieuse paix impérialiste et de défaite du mouvement prolétarien que le mouvement social grandiose qui a secoué l'Asie, avec ses répercussions en Afrique et en Amérique du Sud, réveille le prolétariat d'Europe et d'Amérique du Nord du profond sommeil où l'ont plongé la contre-révolution stalinienne et l'indifférence aux luttes d'émancipation nationale cultivée par les petits ouvriers social-impérialistes.

Les petits bourgeois démocrates et réactionnaires qui pèsent de tout leur poids pour contrer la formation du parti de classe et par conséquent la pénétration du marxisme dans tous les continents cachent soigneusement qu'au siècle dernier, c'est le communisme révolutionnaire qui a été le meilleur défenseur de la cause de l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande, considérées comme liées de façon indissoluble à la cause de l'émancipation prolétarienne : l'indépendance de la Pologne, car la victoire de toute révolution en Europe était remise en cause tant que n'était pas détruit le gendarme russe ; celle de l'Irlande, car l'oppression et la paralysie du prolétariat anglais se nourrissaient - et c'est toujours vrai aujourd'hui - de l'oppression politique de l'Irlande, et que la victoire de l'Irlande aurait été une aide précieuse pour la lutte du prolétariat anglais - ce qui est toujours vrai pour l'Ulster.

D'emblée donc, le marxisme possède une stratégie unitaire liant à l'échelle internationale toutes les forces capables de se battre contre l'ordre établi. Naturellement, au cœur de cette stratégie il y a le prolétariat qui est la seule classe véritablement internationale. Comme le montre *Le Manifeste*, "l'asservissement moderne au capital aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique, en Allemagne, dépouille le prolétaire de tout caractère national".

Le fait qu'au XXe siècle le prolétariat n'était qu'euro-péen n'en faisait pas moins de lui une classe internationale : il se développe là où s'étend le tissu capitaliste dont il est le produit. Depuis, les rapports de production capitalistes se sont étendus à toute la planète. Même dans les aires géographiques les plus en retard dans le développement historique, l'action dissolvante de l'impérialisme est telle que des secteurs entiers de la société sont non seulement entraînés dans le tourbillon de l'économie mondiale mais hissés au niveau du capitalisme moderne, bien que de façon extrêmement contradictoire, déformée et par conséquent terriblement douloureuse.

Mais désormais, le champ de bataille et de l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat s'étend à toute la planète, traverse pratiquement tous les pays, même si, suivant les différentes aires géographiques, le prolétariat se trouve à des niveaux de développement différents, même si, encore par endroits, cet antagonisme ne fait que naître dans la tourmente des luttes d'émancipation bourgeoise. De plus, ce champ de bataille tend à s'uniformiser de plus en plus, sous l'effet de grandes migrations de populations auxquelles les forces du capitalisme, qui brasse toujours davantage, même au prix de la misère et de l'oppression les plus inouïes, les ouvriers de différentes nationalités et pousse ainsi à fond la tendance à "dépouiller le prolétaire de tout caractère national".

La classe prolétarienne étant internationale et sa révolution également, la science de son émancipation, la théorie communiste ainsi que son parti ne peuvent être qu'internationaux dans leur nature. C'est pourquoi le cri fameux "Prolétaires de tous les pays unissez-vous" est lancé par *Le Manifeste* du Parti communiste, celui-ci ayant une seule théorie, un seul programme, un seul drapeau pour tous les pays. "Il y a soixante-douze ans, dira dans son *Manifeste* en mars 1919 l'Internationale Communiste, le Parti communiste présente au monde son programme écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels" (4).

Le prolétariat étant une classe internationale par sa nature et de plus en plus par ses conditions de vie, de travail et de lutte, son émancipation ne peut se concevoir qu'à l'échelle internationale : "Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, affirmait l'Adresse de 1850, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives" (3). Il s'agit là, avant la lettre, du "plan unique mondial" que se fixera plus tard pour tâche l'Internationale de Lénine.

Pour le parti unique mondial

La classe ouvrière avait un programme international. Encore fallait-il qu'elle se donne une organisation internationale. Ce que nous voulons mettre en relief, c'est que l'histoire du mouvement communiste qui commence avec le *Manifeste* démontre que les organisations que s'est successivement données le prolétariat ont à chaque fois pris un caractère plus international, non dans le contenu qui l'était déjà, mais dans la forme, c'est-à-dire qu'elles se devaient d'apparaître toujours davantage centralisées et disciplinées.

(suite page 11)

(3) *Oeuvres complètes* de Karl Marx, dans le volume intitulé *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Editions Costes

(4) *Les quatre premiers Congrès de l'Internationale*, facsimilé, Maspéro.

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

(suite de la page 10)

plinées, en laissant toujours moins d'autonomie aux différentes sections nationales.

Formellement la Ligue des Communistes fut une magnifique et généreuse anticipation du parti international. Elle groupa vite des membres de nombreuses nationalités : sur ses cartes de membre, la vieille devise "Tous les hommes sont frères" se trouvait reproduite en vingt langues au moins "bien que par ci par là, non sans faute" marque Engels. Mais elle ne prit vraiment racine que dans la classe ouvrière allemande, le Conseil général ayant cependant des liens étroits avec les chartistes de gauche en Angleterre, "ce parti ouvrier révolutionnaire autonome", et les révolutionnaires français, "le véritable parti prolétarien, dont le chef est Blanqui" selon les termes de Marx. De plus la Ligue qui, dépassant la forme d'une société secrète et conspirative était devenue "au moins en temps normal" une "simple société de propagande" ne parvint pas à devenir une véritable organisation politique de combat, et ce malgré la tentative de réorganisation de juin 1850 (5).

Sa dissolution en 1852, au moment où la contre-révolution ne lui laissait plus d'autre possibilité que de redevenir une organisation secrète alors qu'elle était travaillée par les tendances putschistes, ne signifiait pas la fin de l'organisation des ouvriers, tant sur le plan économique que politique dans les différents pays, si bien que son rôle fut de rassembler toutes les organisations de classe - dans une période où se placer sur ce terrain conduisait immédiatement à l'opposition violente avec l'Etat - pour parvenir à unifier, à la chaleur de la lutte commune, théorie et action, en dépassant l'opposition entre la lutte économique et la lutte politique, pour faire de la première un levier de la seconde, et en parvenant à dépasser les barrières nationales entre organisations préexistantes. C'est ainsi que les statuts de l'Association Internationale des travailleurs, d'ailleurs rappelés par ceux de l'Internationale communiste 56 ans plus tard, affirment hautement que "l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés, que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence" (6).

La IIe Internationale, créée en 1889, se constitua également comme un organe international chargé de coordonner l'action de différentes sections nationales ayant déjà leurs programmes et leurs traditions, comme le parti social-démocrate allemand, les multiples partis qui en France donneront la SFIO, ainsi que de nombreuses organisations de presque tous les pays capitalistes. L'opportunisme qui se développa dans la IIe Internationale renforça les tendances centrifuges en son sein pour lui donner un fonctionnement fédératif, au lieu que le parti puisse parvenir à harmoniser toujours davantage à l'échelle internationale le programme et la tactique. La faillite de la social-démocratie en août 1914, où la grande majorité des sections nationales tomba dans le social-patriotisme, montra bien que le courant opportuniste cachait une position théorique et politique véritablement internationale derrière l'alignement de chaque section sur son Etat, une position qui supposait, étant donné que les différents Etats bourgeois sont concurrents entre eux, l'absence de centralisation internationale sauf pour combattre la Révolution.

La "collaboration naïve" des fractions

périt sous les coups de la Commune de Paris dont la naissance comme la chute confirmaient en tous points tous les principes du marxisme et rendaient désormais impossible une discipline commune notamment avec les proudhoniens et les anarchistes. Comme le dit Marx dans la *Critique du Programme de Gotha*, "elle fut seulement la première tentative pour doter l'action internationale de la classe ouvrière d'un organe central, tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui sous sa première forme historique ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris" (7).

La troisième Internationale qui se constitua en rassemblant les courants qui avaient lutté contre la trahison réformiste et pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile se devait donc d'imposer un programme international unique à toutes ses sections qui naissaient de courants de gauche ayant leurs propres traditions de lutte au sein de la IIe Internationale et auxquelles vinrent s'ajouter de nombreuses sections nationales désormais constituées sur tous les continents et plus simplement dans les pays "avancés".

La tendance de l'Internationale communiste à devenir un véritable "Parti Communiste International", selon l'expression de son président Zinoviev, échoua, malgré les efforts des bolchéviks entièrement soutenus en Occident par la seule Gauche communiste d'Italie, en se heurtant aux tendances autonomistes centrifuges des partis occidentaux, notamment allemand et français. Ces derniers purent prendre appui sur le fait qu'il était encore en discussion la tactique de la révolution dans les pays avancés pour pousser dans la période de reflux révolutionnaire et d'isolement tragique de la révolution russe l'Internationale et les bolchéviks à des tactiques dont les limites trop imprécises permirent justement des interprétations de plus en plus opportunistes qui servirent de levier aux forces du centrisme et du capitalisme pour vider le Parti de sa substance. Et cela advint bien longtemps avant que ses restes en putréfaction soient eux-mêmes liquidés formellement, lorsqu'en 1943 Staline échangea l'Internationale contre quelques avions de Roosevelt, sur le marché des dupes des luttes démocratiques et patriotiques où l'on fit mourir par dizaines de millions les prolétaires pour sauver le capitalisme.

Aujourd'hui, la nouvelle organisation internationale du parti ne peut se reconstituer sans extirper complètement tout autonomisme, tout fédéralisme, toute improvisation nationale. Et ce ci est possible seulement parce que désormais le parti doit se constituer d'emblée sur le programme et les principes en tous points impeccablement restaurés par l'Internationale de Lénine. Mais aussi parce que le mouvement communiste est en mesure de se donner à l'échelle internationale une gamme de règles tactiques et organisatives déjà testées par l'expérience tragique du mouvement prolétarien dans les années 1919-1927. Ce travail de précision des limites de la tactique dans les pays de vieille démocratie étant déjà effectué par la Gauche communiste d'Italie qui n'a donc aujourd'hui pas plus à inventer de nouvelles possibilités et règles tactiques pour les pays "avancés" que les bolchéviks n'eurent à le faire hier pour les pays "arriérés". Le seul problème qui peut encore se poser au Parti est, dans l'un et l'autre cas, de rendre ses règles encore plus rigides qu'hier, tant se sont durcies les parois qui doivent livrer le passage à l'accouchement de la société en gestation.

(suite page 12)

(5) Voir Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la ligue des Communistes*, déjà cité, Ed. Costes.

(6) *Les quatre premiers Congrès...*

(7) *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Ed. Sociales.

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

De plus, le problème qui se pose au parti aujourd'hui à l'échelle internationale n'est plus de fusionner entre eux des courants défendant une authentique tradition communiste marxiste parce que seul le parti issu de la Gauche communiste d'Italie défend le programme, la théorie et les principes, les normes tactiques et organisatives sélectionnées à la lumière de l'histoire et de la contre-révolution, c'est-à-dire le patrimoine théorique intégral de la reprise révolutionnaire de classe. La chance historique à saisir est donc de constituer aujourd'hui un réseau international centralisé de parti sur cette base, sous le drapeau du marxisme intégral.

Nous sommes conscients des difficultés d'une telle entreprise. Mais nous ne pensons pas que ces difficultés puissent constituer des objections. Tout d'abord il y a le fait que si tous les courants traditionnels du marxisme ont disparu à l'exception de la Gauche Communiste, cela ne veut pas dire qu'à l'avenir des groupes de révolutionnaires ne parviendront pas ici et là et dans une certaine mesure, à faire leur au moins une partie des leçons que nous avons tirées des victoires grandioses comme des défaites héroïques de la classe ouvrière et que ne se posera pas à un moment où à un autre la question d'agréger à l'organisation internationale centralisée du parti des forces étrangères par leur origine à la tradition qui lui a donné naissance. Au contraire, nous sommes conscients que cette question devra se poser tôt ou tard, au cours de la remontée révolutionnaire. Notre position sur ce point est que ce processus d'agrégation, cette "greffe" sur le tronc de notre courant, aura d'autant plus de chance de réussir demain que le réseau international du parti se constitue aujourd'hui sur la base d'une adhésion moléculaire à son programme qui lui permette le maximum d'homogénéité. C'est à cette condition seulement que de nouvelles forces pourront demain s'assimiler le plus rapidement et le plus complètement possible le patrimoine théorique collectif sur lequel aucune concession ni aucun compromis ne sera possible car il est la condition sans laquelle le parti mondial de demain ne pourrait être à la hauteur de sa tâche historique.

Un autre problème se pose et il est plus délicat encore. Il s'agit de faire travailler ensemble en parfaite harmonie dans le même parti, à près cinquante années de corruption et de gangrène social-chauvine dans les métropoles capitalistes, et de soumission de la théorie du communisme révolutionnaire aux besoins de l'impérialisme, les prolétaires des pays opprimés et ceux des pays oppresseurs, car cette fusion en un bloc unique est indispensable pour la victoire de la révolution communiste. Nous savons que cette fusion serait impossible sans la lutte résolue menée par le Parti dans les pays oppresseurs contre le brigandage et le cannibalisme impérialistes, contre l'esprit de supériorité nationale et raciale que les bourgeoisies et leurs larbins cultivent dans les rangs des ouvriers de ces pays. Mais nous savons aussi que les prolétaires des pays qui ont lutté seuls contre l'impérialisme alors que leurs frères de classe des métropoles, hébétés par leur défaite historique, restaient paralysés et endormis par l'opium du pacifisme, du démocratisme et du chauvinisme, sauront puiser dans le magnifique instinct révolutionnaire dont ils ont déjà fait preuve la force de se hisser à la compréhension de cette tâche internationale et de contribuer à part entière à l'édification de l'outil international unique et centralisé indispensable au triomphe du communisme.

Pour vaincre une bourgeoisie aujourd'hui beaucoup plus centralisée, sous l'effet de l'impérialisme, qu'au début du siècle, la classe ouvrière ne peut se présenter à l'échelle internationale qu'avec une centralisation encore plus grande s'appuyant sur ses solides intérêts communs et sur l'existence d'un programme unique et d'un drapeau unique. A l'heure où les moyens de télécommunication modernes mettent en rapport à tout moment toutes les parties du monde, serait-il impossible de se donner l'instrument, brillamment anticipé hier par la Ligue des Communistes, qui fasse battre au même rythme le cœur des prolétaires révolutionnaires du monde entier ?

Cet objectif grandiose est désormais à portée de main. Au travail donc pour le réaliser.

TOUR D'HORIZON INTERNATIONAL

(suite de la page 2)

de la Chine avait déjà placé l'URSS dans une position critique en Extrême-Orient ; et puisqu'il est très difficile à cette dernière de mener son jeu simultanément sur les fronts européen et asiatique, elle a été obligée de pactiser avec l'Allemagne, de tolérer une perméabilité croissante du bloc de l'Est aux capitaux occidentaux et un éloignement progressif vis-à-vis d'elle non seulement de Tito mais aussi de Ceaucescu. L'antagonisme de la Chine avec le Vietnam a non seulement poussé ce dernier à se vendre totalement à la Russie ; il oblige également la Chine à se vendre davantage encore aux Occidentaux et à concurrencer encore plus énergiquement la Russie dans les assiduités auprès du Japon, à courtiser encore plus le pivot de l'Asie. Et les accords économiques et diplomatiques que la Chine et le Japon viennent de conclure sous l'impulsion bienveillante de l'Oncle Sam ont modifié l'équilibre des forces en Asie.

La situation en est arrivée à un point critique. Une guerre non déclarée se déroule entre le Vietnam et le Cambodge, et une autre menace d'éclater entre Hanoï et Pékin. Ce n'est pas par hasard que les deux principaux dirigeants de l'Etat vietnamien, Le Duan et Phan Van Dong, sont allés ensemble (cela ne s'était jamais vu) à Moscou pour consulter Brejnev. Ce n'est pas par hasard que Hua Kuo-feng a lancé des attaques répétées et violentes contre l'URSS à Tokyo, et que les Japonais l'ont laissé faire.

Ce n'est certainement pas l'ouverture de relations diplomatiques officielles entre Pékin et Washington, même si Carter et Hua proclament que leur alliance n'est pas di-

rigée contre l'URSS - mais contre qui alors ? - qui ira à l'encontre de cette tendance.

Démocratie en marche au Pérou

Au Pérou, après un mois et demi de disputes verbales interminables, messieurs les députés à l'Assemblée Constituante (dont les trotskystes de Hugo Blanco) sont arrivés, sans aucun mal, à leur premier accord : ils ont voté à l'unanimité une résolution condamnant le terrorisme "d'où qu'il vienne". La condamnation est doublée d'une exigence : que le gouvernement, les Forces Armées et les corps de police "assument pleinement leur responsabilité qui est de garantir la sécurité de tous les Péruviens et d'identifier et punir les coupables avec tout le poids de la loi". A remarquer que la résolution a été votée tout juste après que les mineurs, dont la grève avait été brisée par l'action conjointe de la violence de l'Etat démocratique et le sabotage des bonzes syndicaux de la CGTP, se sont défendus en exerçant des représailles physiques - moyen terroriste s'il en est - contre des agents de maîtrise. On ne pourrait mieux illustrer la fonction antiprolétarienne, carrément contre-révolutionnaire de la démocratie actuelle en Amérique latine, laquelle compte sur l'appui unanime de la gauche et de l'extrême gauche, en particulier des trotskystes de la IVE Internationale (Secrétariat Unifié).

Si quelqu'un demande où les trotskystes veulent en venir avec la fameuse Assemblée constituante qu'ils réclament à cor et à cri dans les pays du Maghreb comme d'ailleurs dans tous les pays du monde, il suffira désormais de lui répondre : voyez le Pérou !

(بقية من 14)

امّا اليوم فلم تعد القضية قضية الارتقاء نحو تحويل اكثر ديموقراطية للدولة البرجوازية . التي هي منذ اليوم تامة التكوين . فهذه الدولة البرجوازية ، كما نتحقق من ذلك بوضوح متزايد كل يوم ، وكرد على الازمة العالمية للرأسمالية وانعكاساتها الكارثية ، في المغرب كله وبمعيدا عن ان يستطاع تحويلها ديموقراطية ، فانها تتدرع كل يوم اكثر فاكتر ، لا ضد الامبريالية ، التي قد صفى سلفا شكلها الاستعماري ، ولا ضد بقايا الطبقات القديمة والزمردات الامتيازات ، بل تتدرع ضد النضالات العمالية والفلاحية . انها تفعل ذلك ، واحداث ٢٦ جانفي تؤكد بصفة ماساوية ، بمساندة الديمقراطية البرجوازية والبرجوازية الصغيرة التي تحاول الاستناد على السخط الشعبي لتقوية مصالح برجوازية خاصة . ولكن على وجه الخصوص من اجل مزيد من تدعيم الدولة ومنحها ادوات امتصاص الصدمات في وجه النضالات الاجتماعية ، وحول هذا الموضوع فان الديمقراطية التونسية قد بلغت نهاية مجراها هذا بسرعة اكبر طالما انها قد فضلت منذ البداية المساومة مع الامبريالية على النضال الثوري ضدها .

ان موقف البروليتاريا والحزب الطبقي تجاه المطالب المسماة " ديموقراطية " هو اذا ما يلي :

الانتراع بقوة النضال الطبقي من هذه الدولة التي يجب من الان فصاعدا الاطاحة بها ، لحق الاضراب ، الاجتماع والتنظيم المستقل عن البوليس وعن الاحزاب الرسمية وعن البيروقراطية النقابية الرسمية الخ والتي تعتبرها ادوات لا غنى عنها للنضال الطبقي للبروليتاريا ولنموه التام وكذلك لنضال اوسع الجماهير الفلاحية المستغلة . فالسؤال ان هل هي خوض النضال ضد جهاز الدولة . نضالا يرمي لتسديد الضربات لهذا الجهاز والذي لن يعطي كامل نتاجه الا مع تحطيمه وتشبيد سلطة الطبقة العاملة .

قد تجد البرجوازية مريحا لفترة مؤقتة ، خلال مجرى هذا النضال ، اجراء نوع من " التحول الديمقراطي " للدولة ، تلك التجربة التي اجهضت في تونس ، ولكن ليس من المستبعد كليا عودتها مستقبلا ، الا ان ذلك لن يكون في هذه الحالة سوى للرد على الدفع الذي تمارسه الطبقة العاملة والجماهير المستغلة ، داسة في هذه العملية سم المشاركة الظاهرية الكاذبة ، وللتزيين فقط ، هادفة الى تعقيم هذا الدرع . . . على الديمقراطيين الاصلاحيين ان يكونوا المحرك لهذه العملية وعلى الشيوعيين الثوريين مكافحتها والتشبيد للنضال الصدامي الذي يقربنا من ساعة التحرر البروليتاري .

اطلبوا هذه المطبوعة عند مقر جريدتنا

إضراب عمال التنظيف بالميترو دروس و استنتاجات

سيصدر عن قريب

الموضوعات الأساسية للحزب

تتضمن هذه المطبوعة النصوص التالية

- الموضوعات الأساسية للحزب (1951)
- موضوعات المؤتمر الثاني للاممية الشيوعية حول المسألة القومية والاستعمارية (1920)
- ما يتميز به حزبنا

لعجزهم عن اللجم الكامل للانتفاضة العمالية والشعبية ، فانها تريد ان تجعل منهم ضحايا القضية البروليتارية لا حاطتهم بنفس القدر من التضامن الذي يتوجب على الطبقة العاملة تقديمه لمن سقطوا من بين صفوفها ، هؤلاء السادة ، هم في هذه الفترة اكثر فائدة ورا .

القضبان ، وستعرف البرجوازية والامبريالية متى ستخرجهم عند الحاجة .

ان جميع الاحزاب من اليسار حتى اقصى اليسار تريد استنادا على سياسة " التناوب الديمقراطي " ان تركز على التعارض بين منهجي نويره وبين عاشور ، لتعيد الاعتبار ، على طريقة عفى الله عما مضى ، الى السياسة الاجرامية للفئة البيروقراطية المخلوعة اليوم ، ومحاولسة ايضا تزويج اهدافها مع النضال البروليتاري الذي هو بحاجة ان يركز على الصمود العمالي لبناء المنظمة الطبقيّة التي تحدد كمبدأ وحيد لها وحدة الطبقة العاملة حول نفس مصالحها الطبقيّة ، وليس بناء مركز نقابي مسخّر لاجابات " الاقتصاد الوطني " ، " ورأس المال الوطني " .

الديمقراطية والمصالح البروليتارية

ان العبرة الكبيرة التي نستمدّها من احداث 26 جانفي (ك 2) التونسية هي التأكيد على ان طريق الديمقراطية البرجوازية والبرجوازية الصغيرة وطريق النضال البروليتاري قد افترقا نهائيا في تونس كما هو الامر في غيرها من بلدان المغرب .

فلقد كان من الصحيح بالاس المطالبة بتلك الحريات المعروفة ، والتي تشكل جزءا لا يتجزأ من برنامج تحطيم النظام الاستعماري القديم ، مثلما تطالب بها البرجوازية والبرجوازية المتقدمة ، وكما لا محالة عن ذلك في سياق ثورة ديموقراطية . فالقبة كانت حينها ان يتم هذا التحطيم باكثر قدر ممكن من الرديكالية ، ولكنه لا يمكن اقتلاع العلاقات الاجتماعية القديمة كافضل ما يمكن (ذلك المزيج الشنيع من العلاقات الماقبل برجوازية وعلاقات الهيمنة السياسية الامبريالية) بدون مشاركة اوسع الجماهير ، وبدون اقصى قدر من " الديمقراطية " ومن الحرية " علما بان البروليتاريا هي الوحيدة القادرة عند اخذها للسلطة ، على القيام بهذا التحويل بشكل مجد ، كما كان ذلك الامر في روسيا سنة 1917

تضامننا مع ضحايا القمع في تونس و المغرب

ان المحاكمات الاخيرة التي شهدتها تونس تطرح علينا قضية حيوية الا وهي قضية الدفاع عن ضحايا القمع البرجوازي . اما الديمقراطيون البرجوازيون ، الذين لا يعرفون سوى ذرف دموع التماسيح ، فانهم يحاولون اغراق هسذه القضية في مستنقعات الدفاع عن حقوق الانسان و الديمقراطية بصفة عامة . وهكذا ففي الوقت الذي ينظّمون فيه حملتهم للدفاع عن عاشور واصحابه البيروقراطيين نلاحظ سكوتهم التام عن مئات المناضلين المجهولين الذين رزح بهم النظام البرجوازي في سجونهم دون ان يحتاج في ذلك الى اية محاكمات ! وحتى اذا كان هنالك بعض الديمقراطيين ممن يحاولون مساندة جميع المعتقلين السياسيين وعا ثلاتهم ، فانهم يحاولون في الوقت نفسه وبشكل دائم حصر نضال العمال الذين يريدون الدفاع عن رفاههم المعتقلين بشكل حازم في اطار الشرعية والقانون البرجوازيين .

وفي المغرب يقم اشقاؤنا في الاسبوع الاخير من ديسمبر باضراب عن الطعام ، وذلك بمناسبة الذكرى الاولى للاستشهاد المناضلين عبد اللطيف زروال وعمر بن جلون والمناضلة سعيدة منبهي . وهم يطالبون بتطبيق قانون المعتقلين السياسيين ، وكذلك لانها العزلة المفروضة على المناضل ابراهيم صرفاتي والمناضلتين فتوح وعكاشه .

(بقية ص 16)

في ذلك اجتماعيا، على جمهور المثقفين والمدرسين الذين وجدوا في الاتحاد ملجأ لهم في السنوات الاخيرة، وسياسيا على المعارضة الديمقراطية للنظام، وكذلك على النظام الليبي. لقد تسارع هذا الاتجاه منذ صيف 1977 بشكل خاص، مؤديا في 10 جانفي البس الى استقالة المسرحية لعاشور من المكتب السياسي للحزب الحاكم وبنيتة، وعلى ما يبدو تاسيس حزب من الحزب العمالي الاسلامي ...!

في تلك الاثناء لم تضع الحكومة التونسية وقتها، فبالموافقة مع تصاعد النضالات العمالية اخذت تعزز جهاز البوليس والجيش، فرفعت ميزانيته من 20,5 مليون دينار سنة 75 الى 68,6 مليون دينار سنة 1977. وذلك بشكل اساسي بفضل الامبرالية الفرنسية. فالامبرالية الفرنسية لم تكن مكتوفة الايدي خلال تلك الفترة ويشير الى ذلك نهاب واياب الرؤوس الفرنسية الكبيرة المتعدد الى تونس في تلك الاثناء: في 23 سبتمبر فاض بوككر، سكرتير الدولة للدفاع، زيارته "البعثة العسكرية الفرنسية" في تونس وامدادات السلاح. في 28 ديسمبر نجد "بالصدفة" جان فيليب لوكا، يتنزه هناك اثناء ازمة الوزارة. وفي 19 جانفي ذهب رئيس هيئة الاركان الفرنسية الجنرال ميري ليتنختر بصحبة بورقيبه والهادي نويرة وعبدالله فرحات، هذا الاخير تولي بصفته وزيرا للدفاع عملية القمع الدموي في 26 جانفي.

ان ايدى "الاشتراكيين الدستوريين" الملطخة بالدم يجب ان لا تتسبب مسؤولية المعارضة الديمقراطية في سفك واهدار هذا الدم. فمن الواضح تماما ان قيادة الاتحاد العام لم تدعو الى الاضراب عن طيبة خاطر. لقد اجبرت على ذلك بامل احتوائه وليس دعمه وتقويته عبر حركة عامة وعارمة، تلك الحركة التي كان يدفع نحوها، دون مناص، نشاط الطبقة العاملة منذ شهور طويلة. لقد كان نشاطها خلال النضال هو العمالة للحكومة وللامبرالية الفرنسية انصار الحل القمعي: لقد كان دورها هو تسليم الحركة الى جلاذيتها، مكبلية ايدي وارجل.

وبالفعل فقد اعلن المجلس الوطني، عشية المواجهة، في 8 جانفي بان "الاتحاد التونسي للشغل يعمل من اجل مصلحة البلاد بجميع طبقاتها الاجتماعية، وهو لا يقف ضد راس المال الوطني الذي يساهم في تنمية البلاد". في الفترة التي سبقت الاضراب مباشرة، حيث كانت الميليشيا المحركة من قبل الدولة تهاجم مقرات النقابات العمالية والعمال، اخذت القيادة التي تساند الشرعية مساندة غير مشروطة، تحت العمال على الالتجاء الى مسخاف البوليس عوضا عن تنظيم وسائل الدفاع الذاتي العمالي. وهكذا فكم من العمال المخدوعين قد سلموا انفسهم بانفسهم للجلاذيين؟

اليس تاشتم الخيانات، ساعة احتدام الصراع، هي مفاوضة العدو، وتسليمه خطط المعركة وتمكينه من تجميد القوى العمالية؟ هذا ما حدث قبيل الاضراب مباشرة، حيث تم اعتقال المئات من المناضلين، واجبار عمال القطاع العام على العمل تحت التهديد بالاعتقال اذا رفضوا ذلك، وعزل القادة النقابيين من قبل البوليس والجيش.

اي يدبيل تبقى للبروليتاريا، بدون تنظيم، بدون قيادات، بدون اية توجيهات، غير ان تتهافت مع البيروقراطيين النقابيين شعاهم الغبي "لا للسياسة" وهتافهم المجرم "يريدون لنا المشانق ونحن نريد لهم الخير". هل يسكتون ويعودون الى التوقيع؟ وتلك أي هزيمة. أم ينطلقون في انتفاضة يائسة؟

لقد اختار البروليتاريون بغريزتهم السخية الطريق الثاني، حيث قاموا بصرحون حقد هم الذي لا يخمد ضد الوضع الاجتماعي المتسلط بانتظار ان تصبح لهم القوة لهزيمته. هذا الحقد لن تسكته كل البنات والرضاص.

والآن وقد وضعت الحكومة هؤلاء الخدم في السجن، ثمننا (تابع ص 13)

باسم هذه الطريقة قام بقمع الفلاحين بين عامي 1968-1969 في مناطق الكاف، ورأس الجبل والوردانين وام قاسم، وزع سنة 1968 الطلاب في السجن (وبعضهم لا يزال حتى الآن)، وبعد ازاحته عن الحكم وسجنه سنة 1970 ومن ثم فزاره سنة 1973 قام بانشاء "حركة الوحدة الشعبية" التي نادى بتحويلات ديمقراطية في النظام. ولا عجب ان يؤكده بن صالح نفسه اليوم، وبعد احداث 26 جانفي بانه "لم يكن ابدا في نيتنا او في نية حركة الوحدة الشعبية او الذين يعيشون الان في المنفى او السجن القيام بانقلاب على النظام". وهذا في تصريح الى جان افريك نزل في جريدة النهار في 11/10/1978

وجاءت بعده جماعة احمد مستيري التي طالبت، كونها تشكل الاكثري في مؤتمر الحزب الدستوري سنة 1971، بعزيم من الحرية والديمقراطية داخل النظام والحزب ايضا، وذلك بين عامي 1971 و 1974 قبل ان يتم طرده منه. وقد شكلت عام 1976 الحركة الديمقراطية الاشتراكية. وقد نشرت الحركة علنيا في 20 جانفي (ك 2) برنامجا من خمس نقاط، النقطة الاولى فيه تقول "بالدفاع عن النظام الجمهوري وتعزيز وحدة الشعب التونسي".

هذا الى جانب الحزب الشيوعي (ادعاء)، المنوع منذ 1963، والذي تهاافت لا هتا ليصافح بحرارة هذه النماذج الديمقراطية للحزب الدستوري. وقد اقترح تجمعا لجميع القوى "التقدمية والديمقراطية" ومساندة "الميثاق الوطني" الذي اقترحت الحركة الاشتراكية الديمقراطية على جميع الاحزاب قابلا بذلك "العمل في اطار احترام الدستور" والاعتراف كذلك بحركة الوحدة الشعبية. ويعتبر الحزب "الشيوعي" التونسي بأن حركة 26 جانفي (كانون الثاني) قد اساءت الفعل بكشفها عن طبيعة الدولة، في حين انه يستميت لتبييض صفحتها. "ان الدولة القوية ليست هي الدولة القومية" هكذا تقول مجلة الحزب "الامل" في عددها الصادر في فيفري - مارس 1978. (شباط - آذار 78) وحيث يصفون عنف العمال بانه فوضوي.

ونترك جانبا جماعة المصمودي، وزير الخارجية السابق والذي ظهر على خشبة المسرح الرسمي بعد فشل الاندماج مع ليبيا سنة 1974 وكذلك "البعث التونسي" (منظمة الديموقراطيين التونسيين) حيث يشككان معا تكلمة التشكيلة الاستعراضية "ليسار" البرجوازية.

قد يختلف هؤلاء الناس حول مسائل عديدة، ولكنهم يتفقون جميعا مع الحزب الدستوري حول الموضوع الاكراهية وهو: استمرارية الدولة، تلك "العصابة المسلحة" في خدمة الطبقات السائدة والامبرالية.

ازدواج البروقراطية النقابية

ان الظاهرة الاكثر تميزا وتعبيرا عن هذا الازدواج السياسي للطبقات السائدة التونسية، تتمثل في تطور قيادة الاتحاد العام التونسي للشغل بمرزها حبيب بن عاشور، احد قادة حزب الدستور، وصانع "الميثاق الاجتماعي" في جانفي سنة 1977 الذي جمد الاجور وكان من احد اسباب الانتفاضة العمالية.

لقد نجح التجدر الحديث للطبقة العاملة، اثناء الاضرابات التي تتابعت منذ سنة 1975 بحيث تصاعد عدد الاضرابات من 250 سنة 74 الى 350 سنة 76 ليصل الى 775 سنة 77 اي بمعدل اضرابين في اليوم الواحد، في اقضاء عملاء الحزب الدستوري عن مسؤوليات الهيئات القاعدية في النقابة واستبد بهم بمندوبين من صفوف العمال مباشرة.

وحتى لا يفقد جهاز النقابة صلته بالعمال كليا فقد كان عليه الاعتماد تدريجيا عن الحزب الدستوري والالتحاق بمعسكر بلخوجه - مستيري، انصار "التحول الديموقراطي للمؤسسات الوطنية". مستندا

Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !

(suite de la page 1)

collective contre la bourgeoisie, mais réclament de l'Etat capitaliste qu'il protège l'emploi des "nationaux" en choisissant que le chômage tombe sur les "étrangers". Ce faisant, ils abandonnent ces derniers à la répression bourgeoise, trompent les premiers et trahissent les intérêts de tous.

Cette politique de division des rangs ouvriers et de collaboration ouverte avec l'impérialisme n'est pas seulement celle du PCF et des dirigeants CGT qui revendiquent haut et fort l'arrêt de l'immigration. Elle est aussi celle du PS et de la CFDT qui font semblant de réclamer des droits pour les ouvriers "étrangers", mais seulement ceux qui sont entrés "légalement", ce qui est la pire des hypocrisies puisque cela laisse la police faire la chasse aux "irréguliers". Or l'existence de ces "irréguliers" est absolument inévitable : qui peut en effet se trouver en situation régulière dans le dédale juridique existant, surtout avec la misère aux trousses qui pousse à passer les frontières interdites ? Pire, c'est au moment même où l'Etat met les prolétaires "étrangers" à la porte que tout ce beau monde "de gauche" se met à faire insidieusement campagne pour le "retour au pays", encourageant ainsi de fait la politique criminelle du capitalisme.

Il est clair que la nécessaire riposte à l'offensive capitaliste ne peut se faire qu'en soudant les rangs ouvriers "nationaux" et immigrés, ce qui suppose la lutte résolue contre le contrôle de l'immigration et tous ceux qui le soutiennent : non seulement la bourgeoisie mais les partis de gauche et les bureaucraties syndicales, ainsi que tous les courants soi-disant d'"extrême gauche" qui prétendent lutter contre le réformisme et le social-impérialisme, mais mènent dans les faits, une politique suiviste à son égard.

Dans sa campagne, l'impérialisme trouve l'appui complaisant des bourgeoisies "nationales", qui ne peuvent que se résigner au retour, mais craignent que la misère accrue et l'habitude de conditions de vie et de lutte différentes ne provoquent des explosions sociales : l'exemple de la Tunisie est à cet égard éloquent. Et le fait qu'elles puissent aller jusqu'à critiquer la politique française, comme le fait la bourgeoisie algérienne, n'est nullement une aide à la lutte ouvrière : elles ne critiquent que de leur point de vue, à savoir celui d'"exportateurs de main-d'oeuvre" qui craignent de perdre les précieuses devises grâce auxquelles elles s'engraissent et de voir le chômage s'accroître. C'est pourquoi, d'un côté, elles accentuent la pression politique sur l'émigration, la main dans la main avec l'impérialisme, ainsi que sur la classe ouvrière "au pays", par exemple en militarisant les chômeurs sous prétexte de "service civil" ; de l'autre, elles lancent des campagnes mensongères sur la "réinsertion" et exaltent le sentiment national au nom des luttes passées contre l'impérialisme, pour tenter de paralyser les réactions ouvrières.

Ce faisant, elles complètent en direction des ouvriers des pays d'émigration la politique de répression et de division de la classe ouvrière que mènent les bourgeoisies impérialistes, avec lesquelles elles font front devant les dangers sociaux engendrés par la crise internationale.

La riposte à l'offensive impérialiste doit donc être menée en même temps contre toutes les bourgeoisies nationales. Mais il est évident qu'elle ne pourrait pas prendre son essor sans une lutte résolue contre toutes les divisions entretenues dans les rangs ouvriers par les courants bourgeois et petits-bourgeois. Ces derniers voudraient en effet faire de la riposte à la politique barbare de l'impérialisme une simple composante de la "lutte nationale", que ce soit dans le sens de la "lutte pour la nation arabe" ou dans celui d'un "changement démocratique au pays".

Quand ces courants se permettent de prendre leurs distances vis-à-vis des projets gouvernementaux de leurs bourgeoisies respectives, ils n'en adhèrent pas moins à leurs mensonges archi-bourgeois au nom d'une prétendue "véritable réinsertion". Peut-il y avoir en effet plus grande sottise que de prôner en pleine anarchie des intérêts nationaux, un "développement national" harmonieux, plus grand de stupidité que de prétendre contrer la pression grandissante - économique, politique et militaire - de l'impérialisme par la revendication chimérique de l'indépendance

économique ? Le capitalisme lie toujours davantage les nations entre elles, et l'oppression des unes sur les autres ne peut disparaître qu'avec lui.

La politique des courants "nationaux-démocratiques" ne lie pas seulement dans les faits les ouvriers des différentes nationalités à leurs petites-bourgeoisies et à leurs bourgeoisies respectives, alors qu'il s'agit au contraire d'unir les rangs ouvriers. Si ces courants se permettent de dénoncer les partis de gauche français pour leur collaboration passée et présente avec l'impérialisme, ils n'en répandent pas moins les mêmes mythes sur la possibilité de l'"égalité des nations", de l'échange "équivalent", du développement séparé de chaque économie nationale, etc. Surtout, ils favorisent les méthodes stériles propres à la petite bourgeoisie, qui privent les prolétaires de leur force de classe et les soumettent par conséquent bon gré mal gré aux fausses directions "ouvrières", social-impérialistes et contre-révolutionnaires.

Dans sa lutte contre le capitalisme, la classe ouvrière est seule. Mais elle n'a pas à en être effrayée, au contraire. C'est elle qui produit toutes les richesses, c'est elle seule que le cours du capitalisme brasse, unifie, concentre, en la condamnant à la lutte et à l'organisation et en lui donnant la possibilité d'être une force immense et formidable, la seule capable de donner aux révoltes populaires et paysannes contre l'impérialisme une direction efficace.

La seule force qui peut détruire le capitalisme, c'est la classe ouvrière internationale, que la dure loi du capitalisme forge en détruisant dans ses migrations encore plus qu'ailleurs toutes les barrières nationales. Comme l'écrivait Lénine : "Seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans luttes des classes sur son terrain" (*Oeuvres*, tome 26, page 170).

La riposte aux expulsions et aux refoulements, aux intimidations policières et aux crimes racistes, n'est pas un problème "national" à affronter aux côtés des classes avec lesquelles la classe ouvrière a lutté dans le passé contre le colonialisme. C'est un problème social qui intéresse le prolétariat de toutes les nations, qu'il faut affronter par la lutte de classe du prolétariat "sur le terrain du capitalisme".

C'est une lutte de l'avenir, une lutte qui doit regrouper, contre les effets féroces et inhumains du capitalisme, les forces de la classe ouvrière, pour les préparer demain à l'attaque contre la société bourgeoise dont les plus redoutables forteresses sont constituées par les grands Etats impérialistes.

C'est une lutte où tous les prolétaires ont leur rôle à jouer, ceux des grands pays impérialistes et ceux des pays dominés, entre lesquels les ouvriers immigrés sont un trait d'union vivant, pour aider à la constitution de l'armée internationale unique des prolétaires qui, sous la direction du parti communiste mondial reconstitué, pourra trouver de nouveau son élan pour l'assaut victorieux contre ce monde de misère et d'infamie.

"Tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie crée une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps. Ce ne sont pas seulement les rapports avec le capitaliste, c'est le travail lui-même qu'elle rend insupportable à l'ouvrier".

Marx-Engels, *L'idéologie allemande*.

Tunisie : l'extrême gauche et la démocratie

Nous ne nous attarderons pas sur les groupes maoïstes qui ont ouvertement rejoint la politique des stalinienS du PCT en ce qui concerne l'appréciation qu'ils ont donnée au sujet de l' "aile progressiste", voire "révolutionnaire", au sein du régime tunisien, qui aurait été cristallisée par le clan Belkhouja-Achour. La trajectoire des groupes *El Houria*, *El Hakika* et *El Amel Tounsi* était inscrite dans le schéma maoïste de la "révolution par étapes", dont l'application ne peut mener qu'à la collaboration de classes. C'est ainsi qu' *El Amel Tounsi* est arrivé à soutenir que "la majorité écrasante des forces nationales qui ont dirigé la lutte dans la période récente et surtout la direction de l'UGTT sont pour nous essentiellement dans le camp de la révolution" (*El Amel Tounsi* pro-chinois, brochure sur les événements du 26 janvier. Février 78).

Il est plus intéressant de passer en revue les positions apparemment radicales des maoïstes pro-albanais. Évidemment, nous avons affaire à un révisionnisme perniciosus, qui le compare avec la politique de collaboration de classes ouverte prônée par le PCT. A la différence de celui-ci, ces maoïstes revendiquent toujours la nécessité de l'usage de la violence contre la bourgeoisie. Dans les questions plus modestes de la lutte de défense immédiate, ils s'opposent également au PCT dans la mesure où ils appellent les travailleurs à employer les armes de la lutte directe, et notamment la grève, pour arracher la satisfaction des revendications économiques et sociales.

Mais la véritable question, pour les communistes révolutionnaires, est de savoir dans quel but sera utilisée la violence, et sur quel terrain elle doit se manifester : les ouvriers doivent-ils prendre les armes pour aider des fractions bourgeoises à marquer des points au sein de l'appareil d'Etat bourgeois, ou bien pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie toutes fractions confondues, détruire l'Etat bourgeois et instaurer la dictature du prolétariat ? Il est clair que la violence dont se réclament les maoïstes n'a rien de prolétarien, que ce soit du point de vue de l'objectif programmatique qu'elle se fixe, ou du point de vue du terrain des forces sociales sur lequel elle s'appuie : "Nous luttons aujourd'hui stratégiquement pour la réalisation de la démocratie populaire se transformant en démocratie prolétarienne en tant que forme suprême de la démocratie. Mais nous luttons tactiquement pour la réalisation des libertés partielles, provisoires, limitées" (*E. Choïla*. Sur les leçons du 26 janvier. Début 78).

Lénine disait : "n'est pas marxiste" celui qui ne pousse pas la reconnaissance de la lutte de classes jusqu'à la revendication de la dictature du prolétariat. Les maoïstes pro-albanais ont substitué à la "dictature du prolétariat" on ne sait quelle "démocratie prolétarienne" qui serait de surcroît la forme suprême de la démocratie, bourgeoise par définition. On voit bien qu'en fait ces maoïstes ne se trouvent pas loin des révisionnistes déclarés qui soutiennent, eux, que le socialisme c'est la démocratie tout court ! Et avec tout cela, les maoïstes se réservent le droit de lutter "tactiquement" bien sûr, aux côtés des politiciens libéraux pour les "libertés partielles" en général, c'est-à-dire sans aucune référence au terrain et aux méthodes de classe du prolétariat.

Un autre groupe pro-albanais se donne à son tour des airs radicaux et n'hésite pas à retourner au Staline de la 3e période, pour y puiser quelque chose qui ressemblerait mieux aux positions du mouvement communiste sous le couvert de la formule "classe contre classe". "Le prolétariat, écrit-il, est la classe la plus révolutionnaire et la seule capable de diriger le peuple vers la libération, la démocratie et la construction du socialisme s'il se donne l'instrument indispensable à cela, le parti de la classe ouvrière" (*El Amel Tounsi* pro-albanais, brochure intitulée "Sur les développements politiques actuels et les perspectives d'activité révolutionnaire en Tunisie". Février 78).

On se trouve là devant un groupe qui reconnaît, du moins verbalement, que "le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire" et qui appelle à la constitution du parti indépendant de la classe ouvrière. Mais il appelle les ouvriers à s'organiser indépendamment pour réaliser un programme démocratique-populaire, c'est-à-dire bourgeois !

On pourra bien nous renvoyer à des articles de Lénine qui se terminaient par l'appel à la lutte pour la démocratie et le socialisme : nous rappelons que le parti bolchevik qui s'était organisé sur la base du programme du prolétariat international avait le devoir de lutter pour la "démocratie", ce qui signifiait à l'époque de la domination tsariste la lutte contre l'autocratie, les structures pré-capitalistes, etc. Mais aujourd'hui que l'Etat bourgeois est pleinement constitué en Tunisie, les communistes doivent-ils inscrire sur leur drapeau la lutte pour "la démocratie" même s'il subsiste encore des restes pré-bourgeois à la campagne ? Cela ne pourrait avoir pour conséquence que de détourner les prolétaires et les paysans pauvres des exigences de la lutte contre l'Etat bourgeois, et de servir les fractions bourgeoises qui brandissent l'étendard de la démocratie pour mieux canaliser la révolte des masses travailleuses et éviter qu'elles ne prennent le chemin du combat contre le capitalisme.

Quant aux trotskystes qui se réclament encore de la lutte de classe et de la révolution mondiale, il n'est pas difficile de discerner derrière leurs déclarations soignant "révolutionnaires" une variante de l'opportunisme qui se reconnaît comme une force politique n'hésitant pas à marier les principes de la révolution et ceux du réformisme, ce qui ne peut mener qu'à abandonner les premiers au profit des seconds. Les événements du 26 janvier sont venus montrer, s'il en était encore besoin, que les trotskystes sont incapables de se détacher du révisionnisme stalinien et de le considérer comme tel, c'est-à-dire comme un ennemi de la classe ouvrière dans tous les pays.

C'est ainsi que dans la déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale du 3 février 78, on pouvait lire : "Le mouvement ouvrier international a exprimé sa solidarité avec le mouvement ouvrier tunisien...". Se féliciter des larmes de crocodiles versées par les stalinienS et les bureaucrates des centrales syndicales jaunes en passant sous silence leurs basses manoeuvres visant à enchaîner le mouvement ouvrier naissant en Tunisie au char de la démocratie bourgeoise : telle est la fonction du centrisme trotskyste. Il ne faut pas s'en étonner dans la mesure où c'est une constante internationale que de voir les trotskystes à la traîne du stalinisme. Selon les trotskystes, rien ne peut être fait sans l'autorisation des partis ouvriers (entendez les partis stalinienS traîtres). Or ces derniers ne font qu'un avec la bourgeoisie, et les trotskystes ne font dans ces conditions que retarder - dans la meilleure des hypothèses - le processus de prise de conscience des ouvriers sur la nature des partis stalinienS et donc sur la nature de classe bourgeoise de la démocratie et les méthodes qui lui sont organiquement liées.

Enfin, ce qui illustre le mieux le caractère centriste du trotskysme et son incapacité à répondre aux exigences de la lutte de classe indépendante en Tunisie comme ailleurs, ce sont les revendications avancées par la IVe Internationale : "Pour une démocratie effective, abolition de la Constitution de 1959, élection d'une Assemblée constituante, etc." (*RSA, numéro Spécial/Tunisie*. Mars-Avril 78).

Comment agiter de tels mots d'ordre et prétendre lutter en même temps contre la démocratie bourgeoise des Mestiri-Belkhouja ? Dans la réalité, les revendications soutenues par la IVe Internationale ne pourront que contribuer à enraciner encore davantage dans les masses travailleuses les mystifications bourgeoises. L'agitation des mots d'ordre de "la démocratie en général" laisse par ailleurs la porte ouverte à toutes les initiatives de collaboration de classes et ne présente aucune réponse sérieuse aux manoeuvres des démocrates bourgeois et des stalinienS qui cherchent à dévoyer la lutte des ouvriers sur le terrain démocratique, interclassiste, réformiste et pacifiste.

Le 26 janvier a été un bon test pour l'extrême gauche : la théorie de "la révolution par étapes" a conduit les maoïstes dans les bras d'un clan bourgeois luttant contre un autre. Quant au trotskysme il est apparu une fois de plus tel qu'il est dans la réalité : un appendice de la démocratie sous des couleurs faussement "ouvrières" et "socialistes".



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

جانفي 1979 - عدد 2

الطن: فرنسا 2 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 مليم

تونس: سنة بعد انتفاضة 26 جانفي 1978

لن يتمكن أي تحويل ديموقراطي للدولة من ردم الخندق الطبقي

الراسمالية، يجعل منها فصيلا متقدما للطبقة العاملة العالمية. وروس نضالها هذه تنطبق أيضا على البلدان "المتقدمة" اقتصاديا، وهي ستفني تراث تجارب بروليتاريا العالم كله. وعلى هذا الاساس فان تضحيات شهداء 26 جانفي (كانون الثاني) لن تضع هدرًا.

الازدواج السياسي للبرجوازية

منذ زمن طويل، وتصادم النضالات العمالية يخلخل حالة الجمود للبرجوازية، فبدأت تبرز، منذ سنوات خلت، داخل الطبقات السائدة نفسها، انتقادات تستهدف ان تكون بدلا لنظام بورقبيبة ولحزبه الاشتراكي الدستوري الذي اخذ يأكله العفن اكثر فاكثرا. فكان فني البداية أحمد بن صالح، رائد "حركة التعاونيات"، تلك "الطريقة التونسية" نحو تجريد الفلاحين الواسع من ملكياتهم، والذي (تابع ص 14)

ان انتفاضة قصر هلال في تشرين الاول (اكتوبر) سنة 1977، والحريق الذي اشعلته في جميع انحاء تونس، قد شق خندقا بيسن الطبقات السائدة - البرجوازيين والملاكين العقاريين المحتمين بظلم الامبريالية - من جهة وبين الطبقة العاملة والجمهير الكادحة من جهة اخرى.

لقد عمق الاضراب العام في 26 جانفي (كانون الثاني) هذا الخندق وبلاؤه بدماء العمال الذين سقطوا بالمئات، وبصراخ عدد اكبر من الجرحى، وبسخط آلاف المساجين، وبدموع الامهات والزوجات والاطفال، ان هذا الخندق لم يعد من الممكن ردمه بعد اليوم.

ان ستار الوحدة الوطنية الذي نسجته، بضرورة الحال، موجة الاستقلال، والذي اعطاه سماكة اكبر همود عزيمة البروليتاريا العالمية، مما سمح للبرجوازية باحتكار الاستقلال لمنفعتها وحدها، قد تمزق بعنف مع بدء تحرك البروليتاريا.

ولكن هذا ليس الدرس الوحيد الذي يقدمه لنا النضال السخي لاخواننا الطبقيين التونسيين، ان كفاحهم لا يعلم فقط بروليتاريا البلاد "المتخلفة" اقتصاديا والخاضعة للسيطرة الامبريالية. وبالفعل فان الطبقة العاملة في البلدان الواقعة تحت السيطرة الامبريالية - وتونس شال حي على ذلك - لا تعاني فقط من العاهات الناتجة عن غياب التطور الرأسمالي فيها، ولكن أيضا من تلك التي يسببها تفاقم التطور الرأسمالي في العالم كله.

فبالاضافة الى البؤس المرير والعوز الزمن الذي يسببه عجز البرجوازيات المحلية المذعورة من تبعات نفس نمط انتاجها، وعدم قدرتها لذلك على التخطيط مع الملكية العقارية الامبريالية. هناك ايضا البطالة الناجمة عن التقدم البرجوازي، وازمة الراسمالية التي تدفع بها نحو الاطراف، تلك الازمة التي تتفاقم على الصعيد العالمي لتحطم كما في تونس، الصناعات المحلية نتيجة لاجراءات الانقاذ التي تتخذها الدول الكبرى (في صناعة النسيج مثلا)، وهذا في نفس الوقت الذي يتم فيه طرد العمال المهاجرين الى بلادهم الاصلية.

ان نضال الطبقة العاملة التونسية، الذي يحمل صورة الانتفاضة المقبلة للطبقة العاملة في العالم اجمع في مواجهة نتائج الازمة

في هذا العدد

باللغة العربية

- تونس: سنة بعد انتفاضة 26 جانفي 1978:
- 16 لن يتمكن اي تحويل ديموقراطي للدولة من ردم الخندق الطبقي
- 7 - منشور للتضامن مع الجماهير الفلسطينية - اللبنانية المناضلة.
- 7 - تضامنا مع ضحايا القمع في تونس والمغرب.....

باللغة الفرنسية

- 2 - اخبار عالمية.....
- 4 - الاحياء المناضلة: رغم القمع والتخريب النضال مستمر...
- 5 - قواعد الرد الطبقي على طرد العمال المهاجرين.....
- 6 - المغرب فريسة الازمة.....
- من اجل حزب عمالي مستقل - 2. الحزب الشيوعي اممي
- 8 - بالضرورة.....
- 15 - تونس: اقصى اليسار والديموقراطية.....